
**ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2024**



ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 NOVEMBRE 2024

II.	Règles et méthodes comptables	3
III.	Les faits significatifs de l'exercice	3
IV.	Notes relatives à certains éléments significatifs du bilan	6
	LE BILAN ACTIF	6
1.	Règles générales applicables aux immobilisations	6
2.	La variation des immobilisations, des amortissements et des provisions	7
3.	Les immobilisations incorporelles et corporelles	8
4.	Les immobilisations financières	9
5.	La dépréciation des immobilisations	10
6.	Les stocks	11
7.	Les créances Clients	11
8.	les Autres créances	12
9.	Détail des produits à recevoir	13
10.	Détail des charges constatées d'avance	14
11.	Les charges à répartir	14
	LE BILAN PASSIF	15
12.	La situation nette	15
13.	Les subventions d'investissements	16
14.	les provisions pour risques et charges	17
15.	Les dettes financières	18
16.	les dettes courantes	19
17.	Détail factures non parvenues à payer	20
18.	Les autres dettes	21
19.	Détail des produits constatés d'avance	22

20.	Operations avec les entreprises liées	22
V.	Notes relatives à certains éléments significatifs du compte de résultat	23
	LE RESULTAT D'EXPLOITATION	23
21.	Le chiffre d'affaires	23
22.	Les subventions d'exploitation	23
23.	Les reprises sur provisions et transferts de charges	24
24.	Les charges de personnel	24
25.	Les effectifs	25
	LE RESULTAT FINANCIER	25
26.	Les produits financiers	25
27.	Les charges financières	25
	LE RESULTAT EXCEPTIONNEL	26
28.	Les produits exceptionnels	26
29.	Les charges exceptionnelles	26
30.	Operations avec les entreprises liées	27
VI.	Notes complémentaires afférentes aux comptes annuels	27
31.	Les programmes de parrainage et de fidélisation	27
32.	Bons d'achat et bons d'échanges	28
33.	La situation au regard de l'impôt sur les bénéfices	29
VII.	Evènements postérieurs à la clôture	29
VIII.	Notes détaillant les engagements hors bilan	30
34.	Droit individuel à la formation	30
35.	Garantie financière	30
36.	Les crédits-baux mobiliers et immobiliers	30
37.	Les indemnités de départ en retraite	31
38.	Détail des dettes bancaires et des hypothèques données	32
39.	Engagements hors bilan - siège et villages	34

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice a une durée de douze mois couvrant la période du **1er décembre 2023** au **30 novembre 2024**.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le **total du bilan** s'élève à **81.249.616 euros** et le **compte de résultat** fait apparaître un **déficit de 3.070.160 euros**.

Les comptes de **l'exercice clos au 30 novembre 2024** ont été arrêtés suivant le principe de la continuité d'exploitation.

Les comptes annuels d'AZUREVA sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement comptable des associations, fondations et fonds de dotation n°2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

III. LES FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Contrat de service avec La Poste

1) Au 1^{er} janvier 2022, AZUREVA a acté la mise en œuvre effective du **contrat de prestation de services signé** en 2021 **avec LA POSTE** qui définit notamment pour les années 2022 et 2023 la rémunération additionnelle attribuée à AZUREVA ainsi que les modalités de facturation et d'encaissements des honoraires et des aides versées pour le compte des postiers. Cette rémunération additionnelle vient se substituer aux subventions d'exploitation antérieurement perçues jusqu'à fin 2021.

Un avenant à la Convention Objectifs et Moyens avec LA POSTE maintient par ailleurs jusqu'à fin 2024 des contributions en nature des aides.

Des discussions, sont en cours pour maintenir sur 2025 l'intégralité des effets du contrat jusqu'à la mise en œuvre effective du CSE de la Poste mais également pour poursuivre sur 2026 après la mise en place du CSE un contrat similaire.

Opérations d'investissements et de financement

ii) AZUREVA a poursuivi et finalisé au cours de l'exercice 2024 la mise en œuvre des **dépenses d'investissements** afférentes à la rénovation de ces établissements.

- En premier lieu, ces dépenses concernent des dépenses résiduelles liées à la rénovation de l'établissement de La Clusaz les Aravis, financées par le deuxième tirage reçu par avance en 2022 de 4 millions d'euros sur le prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.
- Par ailleurs, elles concernent également le programme de rénovation de l'établissement des Karellis, financé par des souscriptions partielles successives sur le prêt contracté auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes. Les souscriptions sont reçues au fur et à mesure de l'utilisation faite pendant la période de mobilisation des prêts
- Enfin, AZUREVA a finalisé le programme de rénovation de l'établissement de Kerjouanno initié fin 2023 et financé pour partie par le troisième et dernier tirage de 500 mille euros sur le prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.

Cessions immobilières et subventions d'investissements

iii) AZUREVA a perçu en 2024 les **1,2 millions d'euros** représentant la quote-part qui lui revient de la cession **d'une parcelle de terrain** qui est contenue dans les parties communes de la copropriété de **La Clusaz les Aravis** qui a été comptabilisée à la clôture de l'exercice précédent.

iv) AZUREVA a perçu en 2024 les **500 mille euros** correspondant à deux subventions d'investissements attribués par la Région Nouvelle-Aquitaine qui avait été comptabilisées à la clôture de l'exercice précédent.

Opérations qui concernent les COS

v) Pour rappel, au vue de la situation financière, l'Assemblée Générale d'AZUREVA des 21 & 22 mai 2014 avait reporté les remboursements des apports demandés par certains COS qui avaient démissionné antérieurement. L'Assemblée Générale du 24 mai 2018 a renouvelé cette disposition pour une durée de 5 ans. Le remboursement des parts avaient alors été suspendus.

Au cours des exercices précédents, suite à des procédures judiciaires les **demandes de remboursement des COS démissionnaires** ont été satisfaites en tout ou partie. Des **procédures judiciaires** ont continué. Certains COS ont obtenu le versement d'une provision incluant la valeur de ces apports ainsi que leur revalorisation. D'autres en réclament le versement. Dans ces contentieux, les compléments versés représentaient un total de 117 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice, une procédure **auprès de la Cour d'Appel** a confirmé la demande d'AZUREVA de se voir rembourser ce supplément versé correspondant à la revalorisation des parts d'un COS. Le COS a remboursé, après la clôture, AZUREVA un montant de **122 mille euros**.

Il persiste **une procédure en cours d'instruction auprès de la Cour d'Appel** pour un jugement au fond dans lesquelles un autre COS réclamait les montants qu'il n'a pas obtenu en référé ainsi que la valeur des apports d'un autre COS.

vi) Au cours de l'exercice, AZUREVA a reçu la position de sept COS qui ont **abandonné leur droit de reprises sur leurs apports**, l'ensemble étant évalué à **1,178 milliers d'euros** dans les fonds propres.

vii) Au cours de l'exercice, AZUREVA a reçu une assignation devant le tribunal judiciaire émise à la demande d'un mandataire judiciaire désigné pour administrer la liquidation des dettes d'un COS aux fins de lui verser la valeur des apports de ce dernier. Les fonds propres concernés étaient évalués à 242 milles euros. AZUREVA s'est constitué auprès du tribunal pour gérer cette demande et faire appliquer le délai de cinq ans prévu dans les statuts. Aux termes d'un arbitrage avec le mandataire judiciaire et le tribunal, AZUREVA a versé la somme de **100 mille euros**.

viii) AZUREVA a reçu et acté au cours de l'exercice la **démission et la demande de remboursement des apports** de trois COS pour un total évalué à **785 mille euros**. Cela porte à 1,427 mille euros le montant total des apports à devoir à des COS démissionnaires.

Concernant ces sommes portées en Autres Dettes, AZUREVA a décidé de mettre en œuvre une disposition statutaire lui permettant de les rembourser dans un **délai de 5 ans** à compter de leur prise en compte par les instances.

Informations sur d'autres contentieux significatifs

ix) AZUREVA avait reçu la notification d'un redressement consécutif à un contrôle URSSAF. Les mises en demeure du recouvrement datées de janvier 2020 ont contraint AZUREVA au paiement. La commission de recours amiable de l'URSSAF a notifié son rejet des réclamations formulées. Le 4 février 2021, AZUREVA a donc porté devant le tribunal judiciaire le contentieux pour faire valoir sa réclamation. L'affaire est toujours en cours d'instruction.

Dans une autre procédure avec l'URSSAF relative à un contrôle datant de 2014 et portant sur le calcul de la réduction Fillon, la Cour d'Appel s'est montrée favorable en novembre 2021 à la demande d'AZUREVA. L'URSSAF s'est depuis pourvue en cassation.

AZUREVA avait déjà encaissé de l'URSSAF la somme de 210 milliers d'euros représentant une première partie des enjeux du jugement. La seconde partie, représentant initialement 255 milliers d'euros, est toujours en attente de paiement à la clôture. Elle a été ajustée en fonction des décisions judiciaires. La provision de produits à recevoir a ainsi été constituée en tenant comptes des intérêts à percevoir. L'URSSAF a remboursé AZUREVA, après la clôture, de la totalité des sommes attendues, soit un montant de **235 mille euros**.

x) AZUREVA a constaté une **créance** au titre du plafonnement de la CET 2023. Compte tenu des risques qui pesaient à la clôture sur l'encaissement de cette créance, une provision de **255 mille euros** a été constituée pour appréhender ce risque. Une solution positive a été trouvée avec l'Administration après l'arrêté des comptes, l'Administration ayant accepté d'effectuer le remboursement.

IV. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU BILAN

LE BILAN ACTIF

1. REGLES GENERALES APPLICABLES AUX IMMOBILISATIONS

Les **immobilisations** sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Conformément à la doctrine comptable, **AZUREVA** applique, depuis le 1er décembre 2004, la nouvelle réglementation sur les actifs en utilisant les nouvelles durées d'utilisation définies ci-dessous.

Les avances versées et les immobilisations non encore mises en service à la date de clôture de l'exercice sont présentées en **immobilisations en cours**.

Les **amortissements** sont pratiqués selon le mode linéaire. La date de début des amortissements correspond à la date de mise en service du bien.

Les **durées d'amortissements pratiquées** sont détaillées comme suit :

Type d'immobilisations	Durée	Type d'immobilisations	Durée
* Frais d'établissement	20 à 30 ans	* Literie	5 à 10 ans
* Logiciels	1 à 5 ans	* Lingerie	2 à 5 ans
* Concessions sites	20 à 30 ans	* Matériel et mobilier restauration	15 à 20 ans
* Aménagements terrains	15 à 20 ans	* Matériel ski	4 ans
* Constructions	20 à 30 ans	* Matériel de transport	5 à 7 ans
* Agencements installations	15 à 20 ans	* Matériel informatique	4 ans
* Matériel sanitaire	15 à 20 ans	* Matériel vidéo ou animation	4 ans
* Matériel chauffage	15 à 20 ans	* Piscine	15 à 20 ans
* Matériel incendie	5 à 10 ans	* Tennis, mini-golf	15 ans
* Matériel outillage	5 à 10 ans	* Sauna, hammam	20 ans
* Matériel de cuisine	20 ans		

2. LA VARIATION DES IMMOBILISATIONS, DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS

La variation des comptes d'immobilisations peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment (dont transferts)	Réduct. (dont transferts)	Au 30 nov. 2024
Incorporelles *	1 322 476	3 538	271 665	1 054 348
Corporelles *	265 093 371	5 184 607	4 779 400	265 498 579
Financières	6 161 370	94 525	4 627	6 251 268
Immobilisations brutes	272 577 217	5 282 670	5 055 692	272 804 195
*dont transferts (activation encours)		2 047 914	2 047 914	
*dont acquisitions		3 140 231	32 837	3 107 394
*dont cessions, rebus et charges			2 970 315	

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Incorporelles **	989 307	14 166	261 260	742 213
Corporelles **	206 144 360	5 637 555	2 468 899	209 313 017
Amortissements	207 133 667	5 651 721	2 730 159	210 055 229
**dont cessions et rebus			2 730 159	

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Corporelles	1 230 771		337 916	892 855
Financières	0			0
Provisions pour dépréciation	1 230 771	0	337 916	892 855
Cumul Amort. & Prov.	208 364 437	5 651 721	3 068 074	210 948 084

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Immobilisations nettes	64 212 780	-369 051	1 987 618	61 856 111

La variation et la valeur à la clôture de l'exercice de ces différents postes qui concernent les immobilisations sont détaillées dans les notes suivantes.

3. LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au cours de l'exercice, AZUREVA a **acquis des immobilisations incorporelles et corporelles** pour une valeur totale de **3.140.231 euros**, l'intégralité n'ayant pas été activée. Par ailleurs, un avoir de **32.837 euros** a été reçu, neutralisant ainsi une immobilisation en cours. Le **montant net** s'élève à **3.107.394 euros**.

Les **dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles** pratiquées sur l'exercice s'élèvent à **5.651.721 euros**.

AZUREVA a effectué des **cessions d'immobilisations corporelles** pour une valeur totale de **21.560 euros**.

Les **immobilisations en cours et les acomptes** versés sur travaux non encore réceptionnés et non activés à la clôture de l'exercice s'élèvent à **187.989 euros**. Leur évolution est présentée dans le tableau qui suit.

Les acquisitions de l'exercice représentant des immobilisations en cours s'élèvent à 184.989 euros.

Les avances et encours de l'exercice précédent activés sur l'exercice représentent 2.047.914 euros.

Détail par site	Au 30 nov. 2023	Activation immob.	Reclassement en charges	Annulation par avoir	Augment.	Au 30 nov. 2024
Anglet	0				2 308	2 308
Bussang	0				1 796	1 796
Cap d'Agde	4 727		4 727		2 096	2 096
Fouras	21 690	21 690			1 571	1 571
Hendaye	0				6 026	6 026
Hossegor: Hôtel du Parc	2 614	2 614			5 573	5 572
Hossegor: Résidence du Parc	0				752	752
Kerjouanno	320 518	318 588	1 930		11 092	11 092
La Clusaz (Les Aravis)	21 545	1 929		19 616	12 306	12 306
La Clusaz (Les Confins)	1 920				0	1 920
La Londe les Maures	28 265	3 667	24 598		0	0
La Malène	9 841	9 841			827	826
La Mongie	0				827	827
Lacanau	0				50 079	50 079
Les Karellis	1 646 470	1 633 249		13 221	1 871	1 871
Les Menuires	17 260	17 260			11 335	11 335
Longeville	10 695		10 695		0	0
Oleron	26 700	19 800	6 900		2 753	2 753
Piau-Engaly	0				752	752
Pornichet	12 000	12 000			2 753	2 753
Ronce-les-Bains	7 275	7 275			34 847	34 847
Roquebrune	1 850				0	1 850
Saint Cyprien	0				1 721	1 721
Siege	995		995		32 937	32 937
Immobilisations encours et acomptes	2 134 365	2 047 914	49 845	32 837	184 220	187 989

4. LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les **immobilisations financières** sont comptabilisées à leur coût historique. Une provision est constituée lorsque la recouvrabilité d'une immobilisation est incertaine. En synthèse, elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Titres de participation ⁽¹⁾	5 432 537			5 432 537
Autres titres immobilisés ⁽²⁾	143 465	2 577		146 042
Autres prêts ⁽³⁾	313 873	78 067		391 940
Dépôts et cautionnements ⁽⁴⁾	271 495	13 880	4 627	280 749
Immobilisations financières	6 161 370	94 525	4 627	6 251 268

⁽¹⁾ renvoi aux détails suivants

Les **titres de participation** ⁽¹⁾, sont enregistrés à l'actif pour leur valeur historique. Les titres de participations détenus sont les suivants :

Participations	Etablissements	Année	Nbre de parts	Valeur	% dét.	Compléments
Participations dont Azureva assure la gestion et la direction						
RCM FONCIER	Roquebrune	2 017	180 180	1 801 800	51,43%	
FONCIERE COTE LAC	Hossegor	2 018	280 000	2 800 000	53,85%	
Autres participations						
Erholungswerk Post Postbank	Allemagne	2 005	-	762 000	ND	droits d'occup. logem.
Fouras	Fouras	---	-	4 573	ND	
S.A.C.M.A.C.	Les Karellis	2 014	3 630	55 321	7,26%	
S.E.M.A.B.	Arêches	1 990	580	8 842	1,30%	
Titres de participations				5 432 537 euros		

Les **autres titres immobilisés** ⁽²⁾, d'une valeur de **146.042 euros**, correspondent aux parts sociales prises dans des établissements financiers à titre de garantie des emprunts bancaires. Les mouvements constatés en 2024 sont liés à l'évolution au cours de l'exercice de la situation des prêts ainsi qu'à l'évolution de la valeur des parts.

Les **autres prêts** ⁽³⁾ correspondent aux taxes pour l'effort construction suite à l'option prise par AZUREVA, lors de déclarations annuelles de la participation, pour le versement sous forme de prêt et non pas de subvention. Ces prêts, sans intérêt et récupérables après une durée de 20 ans, s'élèvent à **391.940 euros** dont 78.067 euros au titre de l'exercice 2024. Le détail est présenté ci-après.

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Effort construction 2019	67 851			67 851
Effort construction 2020	36 976			36 976
Effort construction 2021	63 648			63 648
Effort construction 2022	71 366			71 366
Effort construction 2023	74 032			74 032
Effort construction 2024		78 067		78 067
Autres prêts ⁽³⁾	313 873	78 067	0	391 940

Les **dépôts et cautionnement** ⁽⁴⁾, peuvent se détailler comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Dépôts de garantie divers	18 420	0		18 420
Dépôts de garantie loyers immob.	4 627		4 627	0
Dépôts de garantie loyers filiales	217 089	13 880		230 969
Réserves garantie financière UNAT	31 360			31 360
Dépôts et cautionnements ⁽⁴⁾	271 495	13 880	4 627	280 749

Une réserve de 31.360 € a été constituée au sein de l'UNAT pour constituer une garantie financière mutualisée.

Le dépôt de garantie lié à la location d'un entrepôt a été restitué au cours de l'exercice.

5. LA DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS

Une **dépréciation** à caractère exceptionnel est constituée lorsque la valeur actuelle d'un bien immobilier est significativement inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur actuelle de chaque bien est déterminée sur la base d'une méthode d'actualisation des flux futurs à partir des budgets établis pour chaque village.

Une **reprise sur provision** est constatée à hauteur de la valeur des dotations aux amortissements pratiquées sur les biens concernés par des provisions constituées à la clôture de l'exercice précédent.

Source	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Actif immob. : établissements	1 230 771		337 916	892 855
Provision pour dépréciation	1 230 771	0	337 916	892 855

L'évaluation de la valorisation des actifs est établie sur la méthode des cash flux futurs en prenant en compte un taux d'actualisation de 5,90% qui a été déterminé sur la base d'un taux de risque des capitaux propres de 8,40% et d'un taux moyen liés aux engagements financiers de 1,70%.

A la clôture de l'exercice, une reprise de provision a été ainsi constatée pour une valeur de 337.916 euros.

6. LES STOCKS

Les **stocks** de matières premières, d'approvisionnements et de marchandises sont évalués au prix moyen unitaire pondéré, les remises sont incorporées aux coûts d'achat.

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Stocks de marchandises	536 396	488 402
Stocks d'emballages consignés	6 116	4 255
Provisions pour dépréciation des stocks	0	0
Stocks : total net	542 512	492 657

7. LES CREANCES CLIENTS

Les **créances clients** sont valorisées à leur valeur nominale. Des **provisions pour dépréciation des créances** ont été constituées en fonction du risque estimé d'irrecouvrabilité.

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Créances clients	1 793 908	1 226 727
Clients factures à établir	484 222	606 509
Créances douteuses	217 462	213 556
Total des créances clients	2 495 592	2 046 791
Provisions pour dépréciation des créances ⁽¹⁾	-194 123	-213 464
Créances Clients : montant net	2 301 469	1 833 327

⁽¹⁾ commentaires et détails dans les renvois suivants

Les **provisions pour dépréciation des créances clients ⁽¹⁾** s'élèvent à la clôture à **213.464 euros** après avoir fait l'objet à la clôture de l'exercice d'une dotation de 26.335 euros et d'une reprise sur provision de 6.994 euros.

8. LES AUTRES CREANCES

Les **autres créances** se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Fournisseurs, avoirs à recevoir	47 076	28 108
Fournisseurs débiteurs	5 771	0
Créances sociales	32 657	30 518
Créances organismes sociaux	20 323	0
TVA déductible à récupérer	1 465 920	1 116 913
Créance fiscale ⁽⁵⁾	0	255 565
Acomptes de CVAE	57 647	80 944
Etat, produits à recevoir (Plafonnement CET) ⁽⁴⁾	256 777	229 387
Etat, produits à recevoir (Subv. d'invest) ⁽⁶⁾	500 000	0
Avances frais de déplacements	7 300	6 800
Participation conv. séjours en attente de facturation	14 701	19 095
Chèques vacances en attente d'encaissement	55 220	37 360
Débiteurs divers	6 750	11 802
Produits à recevoir ⁽⁸⁾	391 129	270 998
Produits à recevoir sur cession d'immob. ⁽⁷⁾	1 240 902	0
Créances sur cessions d'actifs ⁽¹⁾	393 333	373 333
Avances COS ⁽²⁾	38 440	33 640
Compte débiteur COS ⁽³⁾	117 204	122 676
Total des Autres Créances	4 651 151	2 617 139
Provisions dépréciation des créances ⁽⁹⁾	-57 741	-308 506
Autres créances : montant net	4 593 410	2 308 633

⁽¹⁾ commentaires et détails sur les postes spécifiques dans les renvois suivants

Les **créances sur cessions d'actifs** ⁽¹⁾ contiennent la partie du paiement du prix de vente du Laouzas dont le paiement a été étalé, soit **373.333 euros**. AZUREVA a encaissé 20.000 euros sur l'exercice, conformément à l'acte de vente.

AZUREVA dispose d'une **créance sur des COS** ⁽²⁾ qui pour un montant total de **33.640 euros** à la clôture. 4.800 euros ont été remboursé au cours de l'exercice. Du fait du risque, AZUREVA a constitué une provision pour dépréciation qui est ajustée à chaque clôture d'exercice.

Dans le cadre de **procédures judiciaires avec un COS** ⁽³⁾, plusieurs jugements ont conduit AZUREVA à verser des provisions au-delà de la valeur des parts sociales. Une décision judiciaire en Appel a acté le reversement à AZUREVA de ces avances. L'encaissement a eu lieu au début de l'exercice suivant. Ces avances, représentant 117.204 euros, ont été actualisées de la valeur perçue par AZUREVA, soit **122.676 euros**. Une provision pour risque et charges avait été constituée pour 117.204 euros. La note spécifique de l'Annexe des Provisions pour risque et charges expose la reprise de cette provision.

La provision relative au **plafonnement de la Contribution économique territoriale** ⁽⁴⁾ (CET) au titre de l'exercice clos est valorisée **229.387 euros** à la clôture. Cette somme sera recouvrée sur l'exercice suivant.

Une **créance fiscale** ⁽⁵⁾ relative à l'exercice 2023 et évaluée à **255.565 euros** comporte un risque. Une provision pour dépréciation des créances a été constituée à la clôture en intégralité pour couvrir ce risque.

Les deux **subventions d'investissements** ⁽⁶⁾ attribuées en 2023 pour un montant total de **500.000 euros**, dont le paiement a été décalé, ont été encaissées en intégralité pendant l'exercice. Plus aucune somme ne reste à percevoir.

Le **produit net de la cession d'une parcelle de terrain** ⁽⁷⁾ détenue par la copropriété dans laquelle AZUREVA détient un grand nombre de lots à La Clusaz, survenue en novembre 2023, a été reversé à AZUREVA en février 2024. La créance de **1.240.902 euros** a été intégralement apurée.

Une note spécifique détaille ci-après le détail des **produits à recevoir** ⁽⁸⁾.

Par ailleurs, des **provisions pour dépréciation de ces créances** ⁽⁹⁾ ont été constituées en fonction des risques estimés **d'irrecouvrabilité**. Elles ont fait l'objet d'une mention dans les renvois précédents. Les provisions s'élèvent à la clôture à **308.506 euros** après avoir fait l'objet d'une dotation de 255.565 euros et d'une reprise de 4.800 euros.

9. DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Les **produits à recevoir** ⁽⁷⁾ s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Remboursement de dépenses de formation	23 346	19 567
Dégrèvement d'impôts	0	1 714
Remboursement URSSAF ⁽¹⁾	255 511	235 848
Autres produits à recevoir	5 645	1 782
Produits financiers	0	11 500
Indemnité sinistre	106 627	586
Produits à recevoir ⁽⁷⁾	391 129	270 997
⁽¹⁾ Détails dans les renvois suivants		

Des **produits à recevoir** ont été constitués et ajustés à la clôture de l'exercice à hauteur de **235.848 euros** suite à une décision judiciaire dans le cadre d'un contentieux avec l'URSSAF. AZUREVA a perçu l'intégralité de ce montant au début de l'exercice 2025.

10. DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les **charges constatées d'avance** s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Contrats d'entretien	32 462	58 290
Taxes foncières et CFE	81 210	103 100
Dépenses de communication & salons	24 367	39 585
Maintenance informatique	127 613	134 188
Fuel et gaz en stock	206 877	206 663
Abonnement eau	11 471	0
Locations & Charges locatives	91 248	74 056
Abonnement recrutement	40 000	0
Blanchisserie	0	54 608
Assurance	0	169 012
Charges diverses	33 075	29 048
Charges constatées d'avance	648 322	868 551

11. LES CHARGES A REPARTIR

Les **charges à répartir** sont constituées de frais sur emprunts qui sont amortis sur une durée de 5 ans. Le solde se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Frais sur emprunts	9 316		9 316	0
Charges à répartir	9 316	0	9 316	0

Aucun **frais sur emprunts** n'a été activé au cours de l'exercice.

LE BILAN PASSIF

12. LA SITUATION NETTE

Au terme de l'exercice comptable clôturé, la **situation nette** se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct	Reclassement en dette	Au 30 nov. 2024
Fonds propres sans droits de reprise ⁽¹⁾	31 540 610	1 178 533			32 719 143
Fonds propres avec droits de reprise ⁽²⁾	10 738 326	-1 178 533	-100 000	-785 827	8 673 966
Report à nouveau	5 973 956	-3 179 000			2 794 956
Résultat de l'exercice	-3 179 000	3 179 000	-3 070 160		-3 070 160
Subventions d'investissement ⁽³⁾	1 992 307	21 817	-286 305		1 727 819
Situation nette	47 066 199	21 817	-3 456 465	-785 827	42 845 724

^{(1) (2) (3)} renvois aux commentaires et notes suivantes

Le **résultat de l'exercice clos** est un **déficit de 3.070.160 euros**.

Le poste **Report à nouveau** est globalement porté à la clôture de l'exercice à un **crédit de 2.794.956 euros**, consécutivement à l'**affectation** de la totalité **du résultat de l'exercice précédent**, un **déficit de 3.179.000 euros**, approuvé par la dernière Assemblée Générale.

Les **Fonds propres sans droits de reprise** ⁽¹⁾ sont évalués à la clôture de l'exercice à **32.719.143 euros**, consécutivement aux opérations décrites ci-après.

Les COS de l'Ain (01), de l'Aine (02), de l'Isère (38) pour une partie, du Loir-et-Cher (41), de la Nièvre (58), de la Vendée (85) et du Val de Marne (94) ont **abandonné les droits de reprise de leurs apports** ou sont en **incapacité d'en demander la restitution** du fait de leur situation juridique actuelle.
Un montant total de **1.178.533 euros** a ainsi été **reclassé en Fonds propres sans droits de reprise**.

Les **Fonds propres avec droits de reprise** ⁽²⁾ ont été évalués à la clôture de l'exercice à **8.673.966 euros**, consécutivement aux opérations de reclassement précédemment évoquées et à celles décrites ci-après.

Les COS de la Dordogne (24), de la Marne (51) et de la Seine Maritime (76) ont démissionné et ne sont plus membre de l'Association. Leurs apports, évalués dans les comptes sociaux à **785.827 euros**, ont été réaffectés au poste « *Autres Dettes* » suite à leur demande de restitution.
Dans le cadre d'une procédure collective, l'administrateur désigné pour liquider le passif du COS de l'Isère (38) a obtenu le versement au cours de l'exercice d'une somme qui s'élève à **100.000 euros**.

Le détail des **Fonds propres** se présente comme suit :

		Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Fonds propres sans droits de reprise ⁽¹⁾ ...		31 540 610	32 719 143
Valeur du patrimoine intégré	2 479 847		2 479 847
Subventions d'investissements dont ...	29 060 763		30 239 296
Parts COS sans droit de reprise	5 421 810		6 600 343
Parts COS sur boni de fusion	498 727		498 727
Parts Affaires étrangères	18 294		18 294
Travaux	15 915 438		15 915 438
Terrain	914 694		914 694
Parts	6 291 800		6 291 800
Fonds propres avec droits de reprise ⁽²⁾ ...		10 738 326	8 673 966
Parts COS	9 976 081		7 911 721
Parts COS avec demande de remb	0		0
Subventions d'investissements	0		0
Parts Affaires étrangères	0		0
Parts Erholungswerk (Allemagne)	762 245		762 245
Fonds propres		42 278 936	41 393 109

13. LES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les **subventions d'investissements** ⁽³⁾ reçues sont réintégrées dans le compte de résultat au même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles sont affectées. A la clôture, il existe des quotes-parts de subventions d'investissements qui restent à amortir.

	Au 30 nov. 2023	Augment	Rembours.	Quote-part affect résultat	Ajustement	Au 30 nov. 2024
Subventions	1 992 307	24 049	-2 232	-286 413	108	1 727 819
Subventions d'investissement ⁽³⁾	1 992 307	24 049	-2 232	-286 413	108	1 727 819

Dans le cadre de la **transition énergétique**, AZUREVA a bénéficié au cours de l'exercice de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) et d'aide à l'installation de bornes de recharge pour véhicule électrique pour un montant total de **24.049 euros**. 2.232 euros de même nature ont été restitués du fait de traitements en lien avec la Tva.

14. LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont constituées pour couvrir les risques latents, connus ou estimés à la clôture de l'exercice. Les **provisions pour risques et charges** sont évaluées conformément au règlement CRC n°2000-06 sur les passifs. Elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Dotations	Repr. Prov. utilisées	Repr. Prov. non utilisées	Au 30 nov. 2024
Indemnités départs en retraite ⁽¹⁾	307 588	75 810	77 229	49 916	256 254
Indemnités médailles du travail ⁽²⁾	23 223	17 103		7 204	33 123
Risques liés aux salariés ⁽³⁾	81 648	16 104		55 000	42 752
Charges liées au personnel ⁽⁴⁾	42 464		8 735	12 455	21 274
Revalorisation des parts COS ⁽⁵⁾	117 204			117 204	0
Espèces non remises en banque ⁽⁶⁾	0	5 886			5 886
Provisions risques et charges	572 127	114 904	85 964	241 779	359 288

Les indemnités de départ à la retraite ⁽¹⁾ sont calculées selon les modalités décrites à l'article 57 de la convention collective. Pour tous salariés, permanents et saisonniers avec un droit de priorité, ayant atteint l'âge de 55 ans à la clôture, une provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée correspondant au montant de l'engagement de retraite tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés (cf. note spécifique de l'Annexe dans les engagements hors bilan).

Les indemnités de médaille du travail ⁽²⁾ sont évaluées selon les modalités définies dans l'accord national d'entreprise d'AZUREVA. Des règles différentes s'appliquent selon que les salariés disposent d'un CDI ou d'un CDD. Différents paliers sont prévus en fonction du nombre total d'années de travail et du nombre d'années passées chez AZUREVA. A la clôture, une provision pour indemnité de médaille du travail est comptabilisée correspondant au montant de l'engagement tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés permanents et saisonniers avec un droit de priorité.

Les **hypothèses retenues pour ces deux évaluations** ont été les suivantes :

- Taux annuel d'actualisation : 3,30%
- Probabilité des demandes : 100%
- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement)

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	42,90%	66,03%
De 35 ans à 44 ans	20,23%	34,80%
De 45 ans à 54 ans	21,24%	26,50%
De 55 ans et plus	15,70%	24,38%

En application du principe comptable de prudence, AZUREVA a constitué à la clôture de l'exercice une provision de **42.752 euros** visant à couvrir certains **risques ou charges liés à des litiges avec des salariés** ⁽³⁾.

En outre, à la clôture de l'exercice, AZUREVA a constitué une provision de **21.274 euros** afin de couvrir **certaines autres charges liées au personnel** ⁽⁴⁾.

A la clôture, une **procédure contentieuse avec un COS** ⁽⁵⁾ a abouti après des décisions judiciaires en Appel au remboursement d'une provision antérieure supérieure à la valeur des apports reçus et comptabilisés. A titre prudentiel, une provision de **117.204 euros** avait été comptabilisée pour couvrir le risque éventuel de maintien de cette position. La provision pour risque a été reprise à la clôture de l'exercice. Par ailleurs, il existe à la clôture d'autres procédures qui ont fait l'objet de contestations sérieuses. Elles n'ont pas donné lieu à des provisions dans la mesure où aucune décision à caractère définitif n'est venue modifier à ce jour l'appréciation du risque.

Enfin, à la clôture de l'exercice, AZUREVA a constitué une provision de **5.886 euros** afin de couvrir **certains risques de perte d'espèces non remises en banque** ⁽⁶⁾ et des process en cours d'instruction.

15. LES DETTES FINANCIERES

Les **dettes financières** se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2024	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2023
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit					
Dettes bancaires étab de crédit ⁽¹⁾	14 427 132	1 884 107	6 537 718	6 005 307	16 835 793
Dettes garanties par l'Etat (PGE) ⁽¹⁾	3 053 144	1 762 125	1 291 019		4 805 248
Dette subordonnée (Plan de relance) ⁽¹⁾	8 000 000	0	1 600 000	6 400 000	8 000 000
Intérêts courus sur emprunts	214 560	214 560			244 830
Concours bancaires courants	14 894	14 894			622
Emprunts et dettes financières divers					
Emprunts et dettes financières divers	9 954	0		9 954	28 166
Intérêts courus sur emprunts	299	299			798
Dépôts et cautionnements reçus	10 134	10 134			71 619
Dettes financières	25 730 117	3 886 119	9 428 737	12 415 261	29 987 075
⁽¹⁾ dont dettes auprès des étab. de crédit	25 480 276	3 646 232	9 428 737	12 405 307	29 641 041

AZUREVA a contracté en 2022 un **emprunt auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes** pour financer la rénovation de son établissement des Karellis à hauteur de **2,5 millions d'euros**. Ce prêt amortissable sur une durée de 15 ans est assorti d'intérêts au taux annuel de 2,47%. La période de mobilisation des fonds courrait jusqu'à début 2024. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a perçu 95.260 euros de reliquat et l'intégralité du prêt étant dorénavant souscrit avec un début d'amortissement en 2024.

Dans le cadre des aides financières liées à la crise sanitaire, AZUREVA a souscrit plusieurs **prêts garantis par l'Etat (PGE)**. AZUREVA a opté pour **l'amortissement sur 5 ans des premiers PGE** souscrits avec un différé d'amortissement de un an représentant un total de 7 millions d'euros. Ces PGE sont devenus amortissables au cours de l'exercice 2021 et AZUREVA en a amorti 1.752.104 euros sur l'exercice.

L'évolution des dettes bancaires ⁽¹⁾ au cours de l'exercice peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Souscription de l'ex.	Intérêts capitalisés	Amort. Planifiés	Rembours. anticipés	Au 30 nov. 2024
Emprunts restants dûs à la clôture	14 431 053			2 399 668		12 031 384
Emprunts en cours de mob. s/ex. précédent	2 404 740	95 260		104 253		2 395 747
Emprunts nouveaux souscrits s/ l'ex.	0					0
Emprunts remboursés par anticipation	0					0
Emprunts garantis par des suretés réelles	16 835 793	95 260	0	2 503 921	0	14 427 132
Emprunts garantis par l'Etat (PGE)	4 805 248			1 752 104		3 053 144
Dettes subordonnées (Plan de relance)	8 000 000					8 000 000
⁽¹⁾ Emprunts et dettes établ. de crédit	29 641 041	95 260	0	4 256 025	0	25 480 276

Le cumul des remboursements d'emprunts effectués au cours de l'exercice s'est élevé à **4.256.025 euros**.

16. LES DETTES COURANTES

Les dettes courantes se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2024	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2023
Clients, avances et acomptes reçus	4 077 332	4 077 332			3 434 907
Clients, bons à valoirs	13 991	13 991			48 333
Clients, à-valoir non utilisés	74 514	74 514			74 514
Clients, avances et acomptes	4 165 837	4 165 837			3 557 754
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	1 610 690	1 610 690			2 543 596
Dettes fiscales et sociales	4 129 216	4 129 216			4 123 916
Dettes sur immo. et cptes rattachés	89 428	89 428			825 384
Autres dettes	2 052 770	625 466	641 477	785 827	1 289 393
Produits constatés d'avance	266 547	266 547			253 362
Dettes courantes	12 314 488	10 887 184	641 477	785 827	12 593 405

Les **acomptes reçus des clients** concerne majoritairement ceux des réservations de l'exercice 2025 ainsi que le reliquat des à-valoir émis en 2020 dans le cadre des dispositifs légaux liés à la crise sanitaire représentant un total de 74.514 euros pour la part non encore utilisée. Les à-valoir émis sont reportés dans la catégorie des **acomptes reçus** dont le total s'élève à **4.165.837 euros**.

Les **autres dettes** contiennent notamment les dettes d'AZUREVA vis-à-vis des COS qui ont démissionnés pour un total de 1.427.304 euros. Ce montant contient les démissions reçues au cours de l'exercice qui sont à porter à la connaissance et à soumettre à la prochaine Assemblée Générale, lesquelles s'élèvent à **785.827 euros**. AZUREVA dispose statutairement d'un délai de 5 ans à compter de la prise en compte par l'Assemblée Générale de la démission d'un de ces membres qui disposerait d'un droit de reprise.

17.DETAIL FACTURES NON PARVENUES A PAYER

Dans le poste **dettes fournisseurs et comptes rattachés** ci-dessus, des **factures non encore parvenues** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Honoraires	290 408	319 272
Eau, gaz, électricité, carburant & fuel	478 046	354 746
Locations et charges locatives	16 542	24 196
Contrats ménage et blanchisserie	34 898	10 184
Entretien et maintenance	137 150	138 607
Dépenses de formation	28 875	6 848
Dépenses de communication	144 533	69 236
Redevances ordures ménagères	33 816	31 451
Affranchissement & téléphonie	10 561	11 317
Excursions et intervenants extérieurs	39 397	23 393
Sous-traitance et informatique	63 076	78 350
Travaux de rénovation	120 353	6 397
Divers	54 339	70 190
Provisions, factures non parvenues	1 451 993	1 144 186

En complément, dans le poste **dettes sur immobilisations** et comptes rattachés, des **factures non encore parvenues sur dépenses immobilisées** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Immobilisations	23 539	0
Provisions, factures d'immo. non parvenues	23 539	0

18. LES AUTRES DETTES

Le poste des **autres dettes** se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Clients créditeurs et a-valoir sur report de séjours ⁽¹⁾	0	77 236
Clients, avoirs à établir	69 797	87 884
Rétrocession de commissions (COS), avoirs à établir	19 416	8 316
Clients, remises à accorder : chèques parrainage ⁽³⁾	1 698	3 350
Clients, remises à accorder : point fidélité clients ⁽³⁾	167 270	135 833
Aide à reverser (cession Résidence Bretagne) ⁽²⁾	100 000	0
Clients, aides reçues d'avance	71 965	91 018
Bons d'achats et bons d'échanges (séjours offerts) ⁽⁵⁾	101 674	124 010
Charge formation autogérée à payer	116 070	97 819
Apports COS à rembourser ⁽⁴⁾	641 477	1 427 304
Divers	26	0
Autres Dettes	1 289 393	2 052 770

⁽¹⁾ renvoi aux commentaires et notes suivantes

Les **clients créditeurs et les a-valoir liés à des reports de séjours** ⁽¹⁾ ont été reclassés à la clôture au poste « Autres dettes ». Ils représentaient **77.236 euros** contre 74.514 euros à la clôture précédente qui étaient positionnés en dette au poste « Avances et acomptes sur commandes en cours ».

Le dernier **remboursement de l'aide** ⁽²⁾ de 1.000.000 euros initialement reçue de la DNAS de La Poste pour financer l'avance-preneur d'un contrat de crédit-bail immobilier a été effectué au cours de l'exercice. Azureva a ainsi soldé en décembre 2023 la dette résiduelle de **100.00 euros** qui perdurait dans ses comptes.

Une note spécifique (cf. plus loin) relative aux **programmes de Parrainage et de Fidélisation** ⁽³⁾ détaille les modalités de valorisation des dettes reprises ci-dessus à hauteur respectivement de **3.350 euros** et **135.833 euros**.

Une **dette globale envers des COS** ⁽⁴⁾ de **1.427.304 euros** a été constituée à la clôture de l'exercice suite à la **démission de plusieurs COS et à leurs demandes de remboursement de leurs apports**, dont 785.827 euros ont été constaté à la clôture de cet exercice tel que précisé dans la note sur les Fonds propres. La **maturité de cette dette**, détaillée dans les états financiers, est appréciée en fonction des dispositions spécifiques des Statuts qui prévoient le remboursement dans un **délai de 5 ans** à compter de la prise en compte par l'Assemblée Générale de la démission des COS concernés.

Une note spécifique (cf. plus loin) relative aux **bons d'achats vendus et aux bons d'échange offerts** ⁽⁵⁾ détaille les modalités de valorisation des dettes reprises ci-dessus à hauteur de **124.010 euros**.

19. DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le détail des **produits constatés d'avance** est présenté ci-après :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Prestations de service Accompagnement DNAS	213 679	221 102
Locations d'emplacements d'antennes téléphoniques	39 310	35 296
Location matériel	0	4 248
Divers	373	5 901
Produits constatés d'avance	253 362	266 547

Dans le cadre du contrat de service avec La Poste qui a démarré le 1^{er} janvier 2022, un décalage des prestations fixes et variables facturées par avance a été acté à la clôture de l'exercice pour 221.102 euros.

20. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Les montants présents dans les soldes des **postes du bilan relatifs aux opérations concernant les entreprises avec lesquelles la société a des liens** sont présentés comme suit :

	Au 30 nov. 2024
Créances clients et comptes rattachés	15 000
Autres créances	0
Créances	15 000
Emprunt et dettes financières diverses	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes	0
Dettes	0

V. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU COMPTE DE RESULTAT

LE RESULTAT D'EXPLOITATION

21. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice est évalué à 57.983.608 euros contre 54.366.740 euros en 2023 et se répartit comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Ventes directes de boissons	1 796 094	1 829 463
Ventes de produits boutique	166 325	171 116
Ventes de billetterie	250 962	240 766
Total des Ventes de marchandises	2 213 381	2 241 345
Ventes de séjours	43 518 829	46 482 111
Frais de dossiers	407 074	423 313
Ventes d'assurances	527 967	566 566
Frais de désistements	435 578	517 294
Ventes directes de restauration	2 160 497	2 034 960
Locations d'emplacements pour installations techniques	77 881	92 282
Autres prestations locales	2 743 034	3 394 082
Prestations de services La Poste	2 282 499	2 231 656
Total des Ventes de services	52 153 359	55 742 263
Chiffre d'affaires net	54 366 740	57 983 608

En conséquence, la **variation nette du chiffre d'affaires** sur l'exercice 2024 est évaluée à 3.616.868 euros. Elle représente une variation de + 6,7 % du chiffre d'affaires.

22. LES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les **subventions d'exploitation** affectées à l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Subvention DNAS	0	0
Divers subventions	5 555	6 627
Subvention d'exploitation	5 555	6 627

La Direction Nationale des Affaires Sociales de La Poste (DNAS) a jusqu'à fin 2021 versé à AZUREVA une **subvention d'exploitation** d'un montant de 2.327.000 €. Depuis le 1^{er} janvier 2022, ces aides se sont transformées en un contrat de prestations de services dont les revenus impactent dorénavant le chiffre d'affaires. Plus aucune subvention n'a été versée sur l'exercice.

Par ailleurs, AZUREVA a perçu d'autres subventions d'exploitation pour un montant total de 6.627 euros.

Les **aides versées en nature** par la mise à disposition d'agents de La Poste, mentionnées sous le compte de résultat en '*Contributions volontaires*', sont évaluées pour l'exercice clos à 163.389 euros. Leur valorisation pour l'exercice 2023 s'élevait à 202.351 euros.

23. LES REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Indemnités d'assurance	218 008	192 804
Charges liées au personnel (dont avantage en nature)	952 140	966 663
Reversement de charges sociales	0	45 017
Divers charges d'exploitation	37 452	20 346
Remb. dépenses de formation	29 856	25 988
Transferts de charges	1 237 456	1 250 817
Reprises sur provision pour risques et charges	202 542	327 743
Reprises sur provision d'exploitation	25 688	11 794
Reprises sur provision et transferts de charges	1 465 686	1 590 354

24. LES CHARGES DE PERSONNEL

Les **charges de personnel** de l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Salaires et traitements	16 971 230	18 110 463
Charges sociales	5 392 156	6 079 313
Charges de personnel	22 363 386	24 189 777

La **variation des charges de personnel** est de + 1.826.390 euros (contre + 1.220.311 euros l'an dernier) et représente une hausse de 8,20 %.

25. LES EFFECTIFS

Les **effectifs** constatés au cours de l'exercice sont :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Contrats à durée indéterminée	196	209
Contrats à durée déterminée et saisonniers	354	353
Dirigeants	28	27
Effectif moyen	578	589

LE RESULTAT FINANCIER

26. LES PRODUITS FINANCIERS

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Revenus de l'actif immobilisé	0	0
Produits de placements financiers	483 613	505 691
Escomptes obtenues	111	1 646
Autres produits financiers	0	0
Différence positive de change	13	232
Produits financiers	483 736	507 569

Au cours de l'exercice, AZUREVA a contractualisé sur des périodes variables plusieurs contrats de placements de trésorerie auprès de ses établissements bancaires partenaires qui ont globalement générés du fait des taux d'intérêt pratiqués un accroissement significatif des produits financiers, tels que présentés.

27. LES CHARGES FINANCIERES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Intérêts sur emprunts	529 959	491 773
Autres charges financières	53	276
Différence négative de change	0	5
Charges financières	530 012	492 054

LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

28. LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les **produits exceptionnels** enregistrés sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Produit exercice antérieur participation	0	0
Divers	59 869	43 888
Opérations de gestion	59 869	43 888
Produits des éléments d'actifs cédés ⁽¹⁾	2 774 552	21 560
Quote-part des subventions d'investissements	214 530	286 413
Opérations en capital	2 989 082	307 973
Reprise s/provision pour dépréciation d'immo. ⁽²⁾	60 272	337 916
Provisions exceptionnelles	60 272	337 916
Produits exceptionnels	3 109 223	689 777
⁽¹⁾ renvoi aux commentaires		

La **reprise sur provisions pour dépréciation des immobilisations** ⁽²⁾ renvoie au détail des dépréciations exposées dans les notes relatives aux immobilisations et aux provisions pour dépréciation d'actifs.

29. LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les **charges exceptionnelles** enregistrées sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Amendes fiscales et sociales	1 486	45
Charges sur litiges	494	0
Charges sur litiges URSSAF ⁽³⁾	0	46 180
Indemnités contentieux (art. 700 et dépens)	0	0
Divers	200	1 994
Opérations de gestion	2 180	48 219
VNC des actifs cédés et mis au rebus ⁽¹⁾	790 453	240 026
Opérations en capital	790 453	240 026
Dot. /provision pour dépréciation d'immo. ⁽²⁾	0	0
Provisions exceptionnelles	0	0
Charges exceptionnelles	792 633	288 245
⁽¹⁾ renvoi aux commentaires		

La **valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés** ⁽¹⁾ comprend la valeur nette résiduelle des **immobilisations cédées et de celles mises au rebus** au cours de l'exercice pour un total de **240.026 euros**. Cela correspond respectivement à 190.311 euros pour les actifs sortis du patrimoine et à 49.715 euros pour les dépenses qui avaient été dans un premier temps classées en immobilisations en cours, qui n'ayant pas été à l'origine d'autres investissements, ont été reclassées en charges.

Les **opérations de gestion** contiennent notamment des **charges liées à un litige avec l'URSSAF** ⁽³⁾. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a dû ajuster à la baisse le montant déjà provisionné du produit que l'association doit recevoir de l'URSSAF, ce qui constitue une charges exceptionnelles.- à hauteur de **46.180 euros**.

30. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Les montants présents dans les **postes du compte du résultat des opérations concernant les entreprises avec lesquelles la société a des liens** sont présentés comme suit :

	Au 30 nov. 2024
Chiffre d'affaires	12 500
Produits d'exploitation	12 500
Autres achats et charges externes	1 604 604
Charges d'exploitation	1 604 604

VI. NOTES COMPLEMENTAIRES AFFERENTES AUX COMPTES ANNUELS

31. LES PROGRAMMES DE PARRAINAGE ET DE FIDELISATION

Un **programme de parrainage** est en place depuis l'exercice 2003. Dès la validation de la réservation de la personne cooptée, le filleul, une remise est déduite du prix du séjour à venir. Dans le même temps, des bons de réduction valables sur des séjours à venir sont attribués au parrain en fonction du nombre de parrainage effectué.

Une **provision pour remises à accorder aux clients** est constituée pour couvrir le coût des **bons attribués aux parrains** et non encore utilisés. Une provision a été comptabilisée à la clôture pour **1.450 euros TTC** (contre 798 euros TTC à la clôture l'exercice précédent) sur la base des bons parrainages valables pour les réservations 2025 (probabilité d'utilisation 32%). Une **seconde provision** couvrir les **remises accordées aux filleuls** pour des réservations de séjour ayant lieu sur un exercice futur a été constituée pour **1.900 euros TTC** contre 900 euros TTC l'exercice précédent, l'ensemble cumulé représente un total de 3.350 euros.

Deux **programmes de fidélisation** sont en place depuis l'exercice 2003, l'un visant les **groupes**, le second les **individuels**. Ils octroient respectivement des remises pour les premiers et des points fidélité à transformer en remises pour les seconds.

Une **provision pour remises à accorder** de **135.833 euros TTC** (pour 167.270 euros TTC en 2023), constituée pour couvrir les **remises et points fidélité de ces deux programmes**, a été comptabilisée dans les comptes

clos au 30/11/2024. Cette provision correspond au montant des remises accordées en 2024. Les points attribués ayant une échéance, la provision tient compte du taux d'utilisation et des niveaux de remises atteints et demandés. Le taux d'utilisation du programme individuels est de 7,0% contre 5,5% l'exercice dernier.

Ensemble, ces provisions constituent une dette classée dans le poste « *Autres Dettes* » des états financiers.

32. BONS D'ACHAT ET BONS D'ÉCHANGES

AZUREVA vend dans certaines circonstances à certains de ses clients des **bons d'achat émis par l'association**. Ces bons d'achat comportent une valeur faciale permettant leur utilisation comme moyen de paiement ainsi qu'une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés. Les bons d'achat sont comptabilisés à leur valeur faciale dès leur émission et à la clôture on peut constater dans les comptes la valeur totale des bons non encore utilisés. A la clôture de l'exercice, la **valeur de ces bons d'achat** non encore utilisés est évaluée à **64.280 euros** (12.602 euros pour l'exercice précédent).

Par ailleurs, AZUREVA **émet des bons d'échange**. Ces bons correspondent à des **séjours offerts** qui peuvent être mis en jeu et gagnés dans le cadre de jeux, de salons ou d'opérations promotionnelles. Ils comportent une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés mais ne comportent pas de valeur faciale. Seul un prix indicatif correspondant à la valeur maximale du gain est indiqué sur le voucher.

Les bons d'échange sont comptabilisés en charge à la valeur moyenne des séjours telle qu'elle est constatée dans les ventes d'AZUREVA en tenant compte de la saisonnalité des choix effectués et des niveaux de prix constatés pendant ces périodes. Lors de leur utilisation, si la valeur initialement comptabilisée est différente de celle constatée pour le séjour choisi, une régularisation est effectuée pour rectifier l'écart. La **valeur comptable de ces bons d'échange** non encore utilisés est évaluée à **59.730 euros** à la clôture de l'exercice (89.072 euros pour l'exercice précédent).

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Bons d'achats	12 602	64 280
Bons d'échange offerts	89 072	59 730
Valeur en circulation des bons émis (Valeur TTC)	101 674	124 010

Ensemble, ces deux estimations des bons en circulation constituent une dette classée dans le poste « *Autres Dettes* » des états financiers.

33. LA SITUATION AU REGARD DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

A la clôture de l'exercice, la **situation fiscale** d'AZUREVA est **déficitaire de 117.709.648 euros**. Ce déficit s'explique par le **déficit fiscal de l'exercice de 4.743.567 euros** et le déficit antérieur reportable de 112.966.081 euros. L'association n'a supporté aucune charge d'impôt au cours de l'exercice.

La **situation fiscale de l'exercice** s'explique de la façon suivante :

Résultat net de l'exercice	-3 070 160	
Correction des dotations aux amortissements	-1 277 856	Ajustement des dot. fiscales déductibles (6.658.430 €)
Correction des VNC des actifs cédés	-15 370	Ajustement valeur fiscale de la VNC des actifs cédés
Résultat net comptable corrigé	-4 363 386	
Divers ajustements	0	
Amortissements excédentaires	44 737	
Taxes sur les véhicules	56 389	Taxes non déductibles
Pénalités	45	Pénalités non déductibles
Prov. Risques et Charges à caractère social	-41 435	Indemnités de Fin de Carrière et Médailles du travail
Prov. Dépréciation d'actif	-337 916	Dépréciation des immobilisations (variation nette)
Frais d'émission d'emprunts	9 316	Étalement & dotation des charges à répartir
Prov. Dépréciation créances	-117 204	Dépréciation avance parts associatives (variation nette)
Prov. Risques et charges	5 886	Perte sur caisse
Résultat fiscal de l'exercice	-4 743 567	

VII. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Contrat de services avec La Poste

i) Au 1^{er} janvier 2025, AZUREVA a acté la continuité du **contrat de prestation de services signé en 2021 avec LA POSTE** qui définit notamment la rémunération additionnelle attribuée à AZUREVA ainsi que les modalités de facturation et d'encaissements des honoraires et des aides versées pour le compte des postiers.

Dans le cadre de la mise en œuvre effective du CSE de la Poste, des discussions sont toujours en cours pour maintenir en 2026 des effets similaires à ceux de ce contrat pour la gestion des relations avec cette clientèle.

Opérations avec les COS

ii) Après la clôture de l'exercice et suite à la décision de la Cour d'Appel, AZUREVA a effectivement encaissé d'un COS la somme de 122 K€ correspondant au remboursement de la revalorisation des parts initialement versée.

Suivi de procédures contentieuses

iii) Après la clôture de l'exercice, l'URSSAF a remboursé AZUREVA un montant de **235 mille euros**, représentant le résultat attendu d'un contentieux portant sur la réduction Fillon des années 2015 et 2016.

iv) Dans le cadre de la procédure contentieuse avec l'Administration visant à encaisser la créance relative à la CET 2023, AZUREVA a reçu après l'arrêté des comptes la confirmation de l'Administration du versement effectif de **255 mille euros**. Les sommes n'ont pas été encore encaissées.

VIII. NOTES DETAILLANT LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

34. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Depuis le 1er janvier 2015, le **dispositif CPF « compte personnel de la formation »** a été instauré pour les droits à la formation des salariés. Chaque salarié dispose d'un compte "personnel", dont lui seul gère et connaît le solde des heures disponibles.

35. GARANTIE FINANCIERE

AZUREVA, déjà bénéficiaire d'une garantie financière accordée par l'UNAT pour l'année 2024, a obtenu de l'UNAT le renouvellement de sa **garantie financière** en application des articles L 211-18 et R 211-26 et suivants du Code du Tourisme, modifiés par le décret 2015-1111 du 2 septembre 2015 pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

36. LES CREDITS-BAUX MOBILIERS ET IMMOBILIERS

Etablissement	Objet	Année	Durée (an)	Prix de revient	Loyers payés Ex.	Loyers restants dûs			Valeur résid.	Total des engag.
						à - 1 an	à - 5 ans	à + 5 ans		
Fréjus	Cablage réseau	2 019	5	9 251	596					0
Siège	Baie stockage	2 019	5	54 599						0
Siège	Serveurs	2 021	4	68 619	17 834	10 403			1	10 404
Crédit-bail mobilier				132 469	18 431	10 403	0	0	1	10 404

Tous les contrats de crédit-baux mobiliers initiés en 2019 sont arrivés à terme pendant l'exercice. Les options de rachat ont été levées.

37. LES INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Les **engagements en matière de retraite** ont été évalués en tenant compte de l'indemnité légale et des indemnités conventionnelles (Convention du Tourisme Social et Familial) définies en mois de salaire en fonction de la date de naissance, de l'ancienneté et du salaire annuel de chaque salarié.

Les hypothèses retenues pour cette évaluation ont été les suivantes :

- Méthodes retenues :

CDI	méthode des unités de crédits projetés (PBO)
CDD	méthode rétrospective avec salaire en fin de carrière (RSFC)

- Taux annuel de revalorisation des salaires : 1,50 % (inflation comprise)

- Taux annuel d'actualisation : 3,30%

- Taux de charges sociales :

Employés	30,50%
Agents de maîtrise	40,40%
Cadres	46,70%

- Taux de contribution employeur : 50%

- Probabilité des demandes : 100%

- Ages de départ en retraite : entre 60 et 67 ans selon la date de naissance

- Modalités de départ en retraite : départ volontaire

- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement) :

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	42,90%	66,03%
De 35 ans à 44 ans	20,23%	34,80%
De 45 ans à 54 ans	21,24%	26,50%
De 55 ans et plus	15,70%	24,38%

L'intégralité des **engagements en matière de retraite** sont estimés à 272.749 euros charges comprises. **Une fraction de cet engagement**, correspondant aux salariés âgés de plus de 55 ans, est comptabilisée dans les comptes annuels.

		Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Indemnités des CDI		211 514	183 404
Employés	18 319		28 764
Agents de maîtrise	83 415		74 663
Cadres	109 781		79 978
Indemnités des CDD		118 153	89 345
Employés	118 074		89 251
Agents de maîtrise	79		94
Cadres	0		0
Engagement actualisé : indemnités de départ en retraite		329 667	272 749

38. DETAIL DES DETTES BANCAIRES ET DES HYPOTHEQUES DONNEES

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2024	Capital restant dû au 30 nov. 2023
Fréjus	2 009	BFCC	2 500 000	16	3,66%	2 500 000	187 449	404 980
Kerjouanno	2 011	BFCC	2 000 000	16	3,60%	0	0	176 913
Anglet	2 011	SG	2 000 000	16	3,10%	0	0	190 177
Kerjouanno	2 012	BFCC	2 000 000	16	3,95%	2 000 000	126 889	337 735
Métabief	2 012	SG	2 000 000	13	3,85%	0	0	220 876
Oléron (camping)	2 016	CERA	750 000	16	2,30%	50 000	441 902	491 645
Oléron (camping)	2 017	CERA	300 000	16	2,30%	300 000	188 423	208 055
La Clusaz, Les Aravis	2 017	LBP	3 000 000	13	1,40%	3 000 000	1 512 225	1 783 418
La Clusaz, Les Confins	2 017	CERA	3 000 000	13	1,45%	3 000 000	1 788 530	2 059 960
La Clusaz, Les Confins	2 018	CERA	2 500 000	13	1,46%	2 500 000	1 636 948	1 841 983
Lacanau	2 018	SG	2 500 000	13	1,70%	2 500 000	1 608 605	1 815 338
Fouras	2 019	LBP	330 459	12	0,85%	3 000 000	2 156 369	2 399 972
Cap d'Agde	2 022	CERA	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	2 395 747	2 404 740
Cap d'Agde	2 022	LBP	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	2 384 044	2 500 000
Dettes bancaires et sûretés associées			27 880 459			23 850 000	14 427 131	16 835 793

Trois emprunts ont été **intégralement remboursés** au cours de l'exercice. Une **dernière souscription** a été mobilisée pour l'un d'entre eux.

Etab. bancaires		au 30 nov. 2024	au 30 nov. 2023
LBP	Banque Postale	6 052 638	6 683 390
BFCC	Crédit Coopératif	314 337	919 627
CERA	Caisse d'Epargne	6 451 551	7 006 384
SG	Société Générale	1 608 605	2 226 391
Capital restant dû ... {A}		14 427 131	16 835 793

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2024	Capital restant dû au 30 nov. 2023
PGE 1	2 020	LBP	1 750 000	6	0,52%	0	770 105	1 207 029
PGE 1	2 020	BFCC	1 750 000	6	0,73%	0	775 774	1 214 645
PGE 1	2 020	CERA	1 750 000	6	0,73%	0	739 057	1 178 195
PGE 1	2 020	SG	1 750 000	6	0,30%	0	768 209	1 205 378
Prêts Garantis par l'Etat			7 000 000			0	3 053 144	4 805 248
Plan de relance	2 022	CDC	8 000 000	15,0		0	8 000 000	8 000 000
Dette subordonnée			8 000 000			0	8 000 000	8 000 000

Etab. bancaires		au 30 nov. 2024	au 30 nov. 2023
LBP	Banque Postale	770 105	1 207 029
BFCC	Crédit Coopératif	775 774	1 214 645
CERA	Caisse d'Epargne	739 057	1 178 195
SG	Société Générale	768 209	1 205 378
PGE - Capital restant dû ... {B}		3 053 144	4 805 248
CDC	Caisse des Dépôts	8 000 000	8 000 000
Dette subordonnée - Capital restant dû ... {C}		8 000 000	8 000 000
Capital restant dû ... {A + B + C}		25 480 276	29 641 041

39. ENGAGEMENTS HORS BILAN - SIEGE ET VILLAGES

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Sûretés réelles (hypothèques)	29 850 000	23 850 000
Intérêts sur emprunts restant à courir	3 500 244	2 961 364
Loyers immobiliers des filiales sur la durée restante des baux	14 253 208	12 704 987
Autres loyers immobiliers sur la durée restante des baux	10 024	0
Redevances de crédit-bail mobilier restant à courir	29 491	10 404
Engagements donnés	47 642 967	39 526 756

- Les **engagements en matière de loyers immobiliers** concernent très largement la période ferme des baux commerciaux signés par AZUREVA avec ses deux filiales SAS RCM FONCIER et SAS FONCIERE COTE LAC couvrant respectivement les occupations de la résidence de Roquebrune Cap-Martin et de l'Hôtel du Parc à Hossegor.

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
- (néant) -	0	0
Engagements reçus	0	0

--- *** --- *** --- *** --- *** ---



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Azureva - Association Loi 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 novembre 2024
Azureva - Association Loi 1901
52 rue du Peloux - 01000 BOURG-EN-BRESSE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
19 rue Clément Ader
Pôle Henri Farman - BP 162
51685 Reims

Azureva - Association Loi 1901

52 rue du Peloux - 01000 BOURG-EN-BRESSE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 novembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Azureva,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Azureva relatifs à l'exercice clos le 30 novembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er décembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le Président et le Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration Fédéral.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Reims, le 28 avril 2025

KPMG S.A.

Hervé MARTIN

Associé

BILAN ACTIF

Intitulés	2024			2023
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
Frais d'établissement	10 168	10 168		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	482 739	465 716	17 023	38 056
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	561 441	266 329	295 113	295 113
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i>Total immobilisations incorporelles</i>	1 054 348	742 213	312 135	333 169
<u>Immobilisations corporelles</u>				
Terrains	16 341 531	8 892 973	7 448 558	7 502 852
Constructions	208 137 458	167 790 893	40 346 566	43 885 382
Installations techniques, matériel et outillage industriels	38 116 778	31 646 787	6 469 991	3 704 852
Autres immobilisations corporelles	2 714 823	1 875 218	839 605	490 790
Immobilisations en cours	187 990		187 990	2 134 365
Avances et acomptes				
<i>Total immobilisations corporelles</i>	265 498 580	210 205 871	55 292 709	57 718 241
<u>Immobilisations financières (2)</u>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	5 432 537		5 432 537	5 432 537
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	146 042		146 042	143 465
Prêts	391 940		391 940	313 873
Autres immobilisations financières	280 749		280 749	271 495
<i>Total immobilisations financières</i>	6 251 268	0	6 251 268	6 161 370
ACTIF IMMOBILISE	272 804 196	210 948 084	61 856 112	64 212 780
<u>Stocks</u>				
Matières premières, approvisionnements	492 657		492 657	542 512
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<i>Total des stocks</i>	492 657		492 657	542 512
<u>Créances (3)</u>				
Avances et acomptes versés sur commandes	19 301		19 301	19 301
Clients et comptes rattachés	2 046 791	213 464	1 833 327	2 301 469
Autres créances	2 617 139	308 506	2 308 633	4 593 410
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Total des créances</i>	4 683 232	521 970	4 161 261	6 914 180
<u>Disponibilités et divers</u>				
Valeurs mobilières dont actions propres :				
Disponibilités	13 871 035		13 871 035	17 891 672
<i>Total disponibilités et divers</i>	13 871 035		13 871 035	17 891 672
ACTIF CIRCULANT	19 046 924	521 970	18 524 953	25 348 363
Charges constatées d'avance	868 551		868 551	648 322
Frais d'émission d'emprunt à étaler				9 316
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	292 719 670	211 470 054	81 249 616	90 218 781
(1) dont droit au bail				
(2) dont part à moins d'un an				
(3) dont part à plus d'un an	595 728			

Etats financiers du : 01/12/2023 au 30/11/2024 , en EUROS

BILAN PASSIF

Intitulés	2024	2023
Fonds propres sans droits de reprises	32 719 143	31 540 610
Fonds propres avec droits de reprises	8 673 966	10 738 326
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 794 956	5 973 956
Resultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-3 070 160	-3 179 000
<i>Situation nette</i>	41 117 905	45 073 892
Subventions d'investissement	1 727 819	1 992 307
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	42 845 724	47 066 199
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	359 289	572 128
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	359 289	572 128
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	25 709 730	29 886 492
Emprunts et dettes financières divers	20 387	100 583
<i>Total dettes financières</i>	25 730 117	29 987 075
Dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 165 837	3 557 728
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 610 690	2 543 596
Dettes fiscales et sociales	4 129 216	4 123 916
<i>Total dettes d'exploitation</i>	9 905 742	10 225 240
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	89 428	825 384
Autres dettes	2 052 770	1 289 393
<i>Total dettes diverses</i>	2 142 198	2 114 777
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	266 547	253 362
DETTES	38 044 604	42 580 455
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	81 249 616	90 218 781
(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	14 894	622

Etats financiers du : 01/12/2023 au 30/11/2024 , en EUROS

COMPTE DE RESULTAT

	2024			2023
	France	Export	Total	
Vente de marchandises	2 241 345		2 241 345	2 213 381
Production vendue : - biens				
Production vendue : - services	55 741 616	647	55 742 263	52 153 359
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	57 982 961		57 983 608	54 366 740
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			6 627	5 555
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)			1 590 354	1 465 686
Autres produits (1) (11)			301 067	308 365
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (2)			59 881 655	56 146 345
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			1 189 491	1 304 191
Variation de stock (marchandises)			14 395	944
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			6 605 726	6 509 205
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			32 127	7 697
Autres achats et charges externes (3) (6bis)			22 927 219	23 336 757
<i>Total charges externes</i>			<i>30 768 958</i>	<i>31 158 795</i>
Impôts, taxes et versements assimilés			2 270 946	2 242 885
Charges de personnel				
Salaires et traitements			18 110 463	16 971 230
Charges sociales (10)			6 079 313	5 392 156
<i>Total charges de personnel</i>			<i>24 189 777</i>	<i>22 363 386</i>
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			5 661 041	5 418 938
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			281 899	84 579
Dotations aux provisions pour risques et charges			114 904	165 268
<i>Total dotations d'exploitation</i>			<i>6 057 844</i>	<i>5 668 785</i>
Autres charges (12)			81 338	161 808
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			63 368 862	61 595 659
RESULTAT D'EXPLOITATION			-3 487 207	-5 449 313
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			507 337	483 723
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			232	13
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS			507 569	483 736
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées			492 049	530 012
Différences négatives de change			5	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES			492 054	530 012
RESULTAT FINANCIER			15 515	-46 276
RESULTAT COURANT			-3 471 692	-5 495 590

Etats financiers du : 01/12/2023 au 30/11/2024 , en EUROS

COMPTE DE RESULTAT (Suite)

	2024	2023
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	43 888	59 869
Produits exceptionnels sur opérations en capital	307 973	2 989 082
Reprises sur provisions et transferts de charges	337 916	60 272
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	689 777	3 109 223
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	48 219	2 180
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	240 026	790 453
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	288 245	792 633
RESULTAT EXCEPTIONNEL	401 532	2 316 590
Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	61 079 001	59 739 304
TOTAL DES CHARGES	64 149 161	62 918 304
BENEFICE ou PERTE	-3 070 160	-3 179 000
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		
(2) Dont produits de locations immobilières		
(2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs		
(3) Dont crédit-bail mobilier	18 431	39 919
(3) Dont crédit-bail immobilier		
(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées		
(6 bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général		
(6 ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes		
(6 ter) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles		
(9) Dont transferts de charges	1 250 817	1 237 456
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant		
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
Ressources :	Prestations en nature	163 389	202 351
Emplois :	Mise à disposition gratuite de personnel	163 389	202 351

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début 2023	AUGMENTATIONS	
		Réévaluations courant 2024	Acquisitions courant 2024
Frais d'établissement et de développement	10 168		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 312 308		3 538
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 322 476		3 538
Terrains	16 405 047		69 763
Constructions :			
Constructions sur sol propre	155 330 293		451 963
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements des constructions	61 101 237		3 402 691
Installations techniques, matériel et outillages industriels	27 878 421		899 224
Autres immobilisations corporelles :			
Installations générales, agencements, aménagements divers	358 377		34 459
Matériel de transport	542 862		1 631
Matériel de bureau et mobilier informatique	1 342 770		140 658
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	2 134 365		184 220
Avances et acomptes			
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	265 093 371		5 184 607
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	5 432 537		
Autres titres immobilisés	143 465		2 577
Prêts et autres immobilisations financières	585 368		91 948
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 161 370		94 525
TOTAL GENERAL	272 577 217		5 282 670

	DIMINUTIONS		Valeur brute fin 2 024	Valeur d'origine
	Virements courant 2 024	Cessions courant 2 024		
Frais d'établissement et de développement			10 168	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		271 665	1 044 180	
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		271 665	1 054 348	
Terrains		133 278	16 341 531	
Constructions :				
Constructions sur sol propre		243 248	155 539 007	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constructions		621 652	63 882 276	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		1 151 591	27 626 054	
Autres immobilisations corporelles :				
Installations générales, agencmts, aménagemts divers			392 836	
Matériel de transport		304 285	240 208	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		194 749	1 288 678	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	2 047 914	82 682	187 990	
Avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 047 914	2 731 486	265 498 579	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			5 432 537	
Autres titres immobilisés			146 042	
Prêts et autres immobilisations financières		4 627	672 689	
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES		4 627	6 251 268	
TOTAL GENERAL	2 047 914	3 007 778	272 804 195	

AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice	Montant début 2023	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2024
Frais d'établissement, de recherche et de dév.	10 168			10 168
Autres postes d'immobilisations incorporelles	979 139	14 166	261 260	732 045
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	989 307	14 166	261 260	742 213
Terrains	8 902 194	124 057	133 278	8 892 973
Constructions :				
Constructions sur sol propre	124 798 485	2 683 361	243 248	127 238 598
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements des constr.	46 516 893	2 010 675	478 963	48 048 605
Installations techniques, matériel et outillage indust.	24 173 569	729 053	1 116 956	23 785 667
Autres immobilisations corporelles :				
Installations générales, agencements, aménagements	31 680	39 317		70 997
Matériel de transport	539 371	1 853	303 741	237 483
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 182 167	49 239	192 712	1 038 694
Emballages récupérables et divers				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	206 144 360	5 637 555	2 468 899	209 313 017
TOTAL GENERAL	207 133 667	5 651 721	2 730 159	210 055 229

Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mvt net des amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement, de recherche et de dév.							
Autres postes d'immobilisations incorporelles							
TOTAL DES IMMO. INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions :							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Inst gén., agencements des constr.							
Inst tech, matériel et outillages ind.							
Autres immobilisations corporelles :							
Inst gén, agencements, aménag.							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique							
Emballages récupérables et divers							
TOTAL DES IMMO. CORPORELLES							
Frais d'acquisition des titres de participation							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL non ventilé							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant début 2024	Augmentations	Dotations aux amortissements	Montant fin 2024
Frais d'émission d'emprunt à évaluer	9 316		9 316	0
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS

Nature des provisions	Montant au début 2023	Augmentations :	Diminutions :			Montant à la fin 2024
		Dotations de l'exercice	(*) Utilisées au cours de l'ex	(*) Non Utilisées au cours de l'ex	Reprises (*) de l'exercice	
Provisions réglementées						
Provisions pour reconst. des gisements (mines, pétrole)						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30%						
Provisions fiscales pour impl. à l'étranger (av.1.1.92)						
Provisions fiscales pour impl. à l'étranger (ap.1.1.92)						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
TOTAL DES PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour risques et charges						
Provisions pour litiges						
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions et obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement des immobilisations						
Provisions pour gros entretien et grandes révisions						
Prov. pour charges soc. et fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	572 128	114 904	85 964	241 779	327 743	359 289
TOTAL DES PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	572 128	114 904	85 964	241 779	327 743	359 289
Provisions pour dépréciation						
Sur immobilisations incorporelles						
Sur immobilisations corporelles	1 230 771		337 916		337 916	892 855
Sur immobilisation de titres mis en équivalence						
Sur immobilisation de titres de participation						
Sur autres immobilisations financières						
Sur stocks et en-cours						
Sur comptes clients	194 123	26 335	23	6 971	6 994	213 464
Autres provisions dépréciations	57 741	255 565		4 800	4 800	308 506
TOTAL DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	1 482 635	281 900	337 938	11 771	349 710	1 414 825
TOTAL GENERAL	2 054 762	396 804	423 902	253 550	677 452	1 774 114
Dont dotations et reprises d'exploitation				396 804	423 902	253 550
Dont dotations et reprises financières						339 537
Dont dotations et reprises exceptionnelles						337 916
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice						

Etats financiers du : 01/12/2023 au 30/11/2024 , en EUROS

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	2023
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)	391 940		391 940	313 873
Autres immobilisations financières	280 749		280 749	271 495
Total actif immobilisé	672 689	0	672 689	585 368
Clients douteux ou litigieux	213 556		213 556	217 462
Autres créances clients	1 833 236	1 833 236		2 278 130
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	30 518	30 518		32 657
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				20 323
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 116 913	1 116 913		1 465 989
Autres impôts, taxes et versements assimilés	255 565	255 565		
Divers	310 331	310 331		314 424
Groupe et associés (2)	33 640	4 800	28 840	38 440
Débiteurs divers	870 173	516 841	353 332	2 779 318
Total actif circulant	4 663 930	4 068 203	595 728	7 146 743
Charges constatées d'avance	868 551	868 551		648 322
TOTAL DES CREANCES	6 205 170	4 936 754	1 268 417	8 380 433
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	78 067			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans	2 023
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à un an maxi	229 454	229 454			245 451
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit à + de un an	25 480 276	3 646 232	9 428 737	12 405 307	29 641 041
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)	20 387	10 433		9 954	100 583
Fournisseurs et comptes rattachés	1 610 690	1 610 690			6 101 325
Personnel et comptes rattachés	1 342 539	1 342 539			1 201 999
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 975 905	1 975 905			1 811 893
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée	67 276	67 276			43 015
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et assimilés	743 496	743 496			1 067 009
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	89 428	89 428			825 384
Groupe et associés (2)	0	0			
Autres dettes	2 052 770	625 466	641 477	785 827	1 289 393
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	266 547	266 547			253 362
TOTAL DES DETTES	33 878 767	10 607 466	10 070 213	13 201 088	42 580 455
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	95 260				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	4 256 025				
(2) Montant des emprunts et dettes contractés auprès des associés					

ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2024



ANNEXE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 NOVEMBRE 2024

II.	Règles et méthodes comptables	3
III.	Les faits significatifs de l'exercice	3
IV.	Notes relatives à certains éléments significatifs du bilan	6
	LE BILAN ACTIF	6
1.	Règles générales applicables aux immobilisations	6
2.	La variation des immobilisations, des amortissements et des provisions	7
3.	Les immobilisations incorporelles et corporelles	8
4.	Les immobilisations financières	9
5.	La dépréciation des immobilisations	10
6.	Les stocks	11
7.	Les créances Clients	11
8.	les Autres créances	12
9.	Détail des produits à recevoir	13
10.	Détail des charges constatées d'avance	14
11.	Les charges à répartir	14
	LE BILAN PASSIF	15
12.	La situation nette	15
13.	Les subventions d'investissements	16
14.	les provisions pour risques et charges	17
15.	Les dettes financières	18
16.	les dettes courantes	19
17.	Détail factures non parvenues à payer	20
18.	Les autres dettes	21
19.	Détail des produits constatés d'avance	22

20.	<i>Operations avec les entreprises liées</i>	22
V.	Notes relatives à certains éléments significatifs du compte de résultat	23
	LE RESULTAT D'EXPLOITATION	23
21.	<i>Le chiffre d'affaires</i>	23
22.	<i>Les subventions d'exploitation</i>	23
23.	<i>Les reprises sur provisions et transferts de charges</i>	24
24.	<i>Les charges de personnel</i>	24
25.	<i>Les effectifs</i>	25
	LE RESULTAT FINANCIER	25
26.	<i>Les produits financiers</i>	25
27.	<i>Les charges financières</i>	25
	LE RESULTAT EXCEPTIONNEL	26
28.	<i>Les produits exceptionnels</i>	26
29.	<i>Les charges exceptionnelles</i>	26
30.	<i>Operations avec les entreprises liées</i>	27
VI.	Notes complémentaires afférentes aux comptes annuels	27
31.	<i>Les programmes de parrainage et de fidélisation</i>	27
32.	<i>Bons d'achat et bons d'échanges</i>	28
33.	<i>La situation au regard de l'impôt sur les bénéfices</i>	29
VII.	Evènements postérieurs à la clôture	29
VIII.	Notes détaillant les engagements hors bilan	30
34.	<i>Droit individuel à la formation</i>	30
35.	<i>Garantie financière</i>	30
36.	<i>Les crédits-baux mobiliers et immobiliers</i>	30
37.	<i>Les indemnités de départ en retraite</i>	31
38.	<i>Détail des dettes bancaires et des hypothèques données</i>	32
39.	<i>Engagements hors bilan - siège et villages</i>	34

II. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice a une durée de douze mois couvrant la période du **1er décembre 2023** au **30 novembre 2024**.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le **total du bilan** s'élève à **81.249.616 euros** et le **compte de résultat** fait apparaître un **déficit de 3.070.160 euros**.

Les comptes de **l'exercice clos au 30 novembre 2024** ont été arrêtés suivant le principe de la continuité d'exploitation.

Les comptes annuels d'AZUREVA sont établis suivant les principes comptables résultant de la réglementation dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement comptable des associations, fondations et fonds de dotation n°2018-06.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

III. LES FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Contrat de service avec La Poste

1) Au 1^{er} janvier 2022, AZUREVA a acté la mise en œuvre effective du **contrat de prestation de services signé** en 2021 **avec LA POSTE** qui définit notamment pour les années 2022 et 2023 la rémunération additionnelle attribuée à AZUREVA ainsi que les modalités de facturation et d'encaissements des honoraires et des aides versées pour le compte des postiers. Cette rémunération additionnelle vient se substituer aux subventions d'exploitation antérieurement perçues jusqu'à fin 2021.

Un avenant à la Convention Objectifs et Moyens avec LA POSTE maintient par ailleurs jusqu'à fin 2024 des contributions en nature des aides.

Des discussions, sont en cours pour maintenir sur 2025 l'intégralité des effets du contrat jusqu'à la mise en œuvre effective du CSE de la Poste mais également pour poursuivre sur 2026 après la mise en place du CSE un contrat similaire.

Opérations d'investissements et de financement

ii) AZUREVA a poursuivi et finalisé au cours de l'exercice 2024 la mise en œuvre des **dépenses d'investissements** afférentes à la rénovation de ces établissements.

- En premier lieu, ces dépenses concernent des dépenses résiduelles liées à la rénovation de l'établissement de La Clusaz les Aravis, financées par le deuxième tirage reçu par avance en 2022 de 4 millions d'euros sur le prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.
- Par ailleurs, elles concernent également le programme de rénovation de l'établissement des Karellis, financé par des souscriptions partielles successives sur le prêt contracté auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes. Les souscriptions sont reçues au fur et à mesure de l'utilisation faite pendant la période de mobilisation des prêts
- Enfin, AZUREVA a finalisé le programme de rénovation de l'établissement de Kerjouanno initié fin 2023 et financé pour partie par le troisième et dernier tirage de 500 mille euros sur le prêt contracté auprès de la Caisse des Dépôts.

Cessions immobilières et subventions d'investissements

iii) AZUREVA a perçu en 2024 les **1,2 millions d'euros** représentant la quote-part qui lui revient de la cession **d'une parcelle de terrain** qui est contenue dans les parties communes de la copropriété de **La Clusaz les Aravis** qui a été comptabilisée à la clôture de l'exercice précédent.

iv) AZUREVA a perçu en 2024 les **500 mille euros** correspondant à deux subventions d'investissements attribués par la Région Nouvelle-Aquitaine qui avait été comptabilisées à la clôture de l'exercice précédent.

Opérations qui concernent les COS

v) Pour rappel, au vue de la situation financière, l'Assemblée Générale d'AZUREVA des 21 & 22 mai 2014 avait reporté les remboursements des apports demandés par certains COS qui avaient démissionné antérieurement. L'Assemblée Générale du 24 mai 2018 a renouvelé cette disposition pour une durée de 5 ans. Le remboursement des parts avaient alors été suspendus.

Au cours des exercices précédents, suite à des procédures judiciaires les **demandes de remboursement des COS démissionnaires** ont été satisfaites en tout ou partie. Des **procédures judiciaires** ont continué. Certains COS ont obtenu le versement d'une provision incluant la valeur de ces apports ainsi que leur revalorisation. D'autres en réclament le versement. Dans ces contentieux, les compléments versés représentaient un total de 117 milliers d'euros.

Au cours de l'exercice, une procédure **auprès de la Cour d'Appel** a confirmé la demande d'AZUREVA de se voir rembourser ce supplément versé correspondant à la revalorisation des parts d'un COS. Le COS a remboursé, après la clôture, AZUREVA un montant de **122 mille euros**.

Il persiste **une procédure en cours d'instruction auprès de la Cour d'Appel** pour un jugement au fond dans lesquelles un autre COS réclamait les montants qu'il n'a pas obtenu en référé ainsi que la valeur des apports d'un autre COS.

vi) Au cours de l'exercice, AZUREVA a reçu la position de sept COS qui ont **abandonné leur droit de reprises sur leurs apports**, l'ensemble étant évalué à **1,178 milliers d'euros** dans les fonds propres.

vii) Au cours de l'exercice, AZUREVA a reçu une assignation devant le tribunal judiciaire émise à la demande d'un mandataire judiciaire désigné pour administrer la liquidation des dettes d'un COS aux fins de lui verser la valeur des apports de ce dernier. Les fonds propres concernés étaient évalués à 242 milles euros. AZUREVA s'est constitué auprès du tribunal pour gérer cette demande et faire appliquer le délai de cinq ans prévu dans les statuts. Aux termes d'un arbitrage avec le mandataire judiciaire et le tribunal, AZUREVA a versé la somme de **100 mille euros**.

viii) AZUREVA a reçu et acté au cours de l'exercice la **démission et la demande de remboursement des apports** de trois COS pour un total évalué à **785 mille euros**. Cela porte à 1,427 mille euros le montant total des apports à devoir à des COS démissionnaires.

Concernant ces sommes portées en Autres Dettes, AZUREVA a décidé de mettre en œuvre une disposition statutaire lui permettant de les rembourser dans un **délai de 5 ans** à compter de leur prise en compte par les instances.

Informations sur d'autres contentieux significatifs

ix) AZUREVA avait reçu la notification d'un redressement consécutif à un contrôle URSSAF. Les mises en demeure du recouvrement datées de janvier 2020 ont contraint AZUREVA au paiement. La commission de recours amiable de l'URSSAF a notifié son rejet des réclamations formulées. Le 4 février 2021, AZUREVA a donc porté devant le tribunal judiciaire le contentieux pour faire valoir sa réclamation. L'affaire est toujours en cours d'instruction.

Dans une autre procédure avec l'URSSAF relative à un contrôle datant de 2014 et portant sur le calcul de la réduction Fillon, la Cour d'Appel s'est montrée favorable en novembre 2021 à la demande d'AZUREVA. L'URSSAF s'est depuis pourvue en cassation.

AZUREVA avait déjà encaissé de l'URSSAF la somme de 210 milliers d'euros représentant une première partie des enjeux du jugement. La seconde partie, représentant initialement 255 milliers d'euros, est toujours en attente de paiement à la clôture. Elle a été ajustée en fonction des décisions judiciaires. La provision de produits à recevoir a ainsi été constituée en tenant comptes des intérêts à percevoir. L'URSSAF a remboursé AZUREVA, après la clôture, de la totalité des sommes attendues, soit un montant de **235 mille euros**.

x) AZUREVA a constaté une **créance** au titre du plafonnement de la CET 2023. Compte tenu des risques qui pesaient à la clôture sur l'encaissement de cette créance, une provision de **255 mille euros** a été constituée pour appréhender ce risque. Une solution positive a été trouvée avec l'Administration après l'arrêté des comptes, l'Administration ayant accepté d'effectuer le remboursement.

IV. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU BILAN

LE BILAN ACTIF

1. REGLES GENERALES APPLICABLES AUX IMMOBILISATIONS

Les **immobilisations** sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Conformément à la doctrine comptable, **AZUREVA** applique, depuis le 1er décembre 2004, la nouvelle réglementation sur les actifs en utilisant les nouvelles durées d'utilisation définies ci-dessous.

Les avances versées et les immobilisations non encore mises en service à la date de clôture de l'exercice sont présentées en **immobilisations en cours**.

Les **amortissements** sont pratiqués selon le mode linéaire. La date de début des amortissements correspond à la date de mise en service du bien.

Les **durées d'amortissements pratiquées** sont détaillées comme suit :

Type d'immobilisations	Durée	Type d'immobilisations	Durée
* Frais d'établissement	20 à 30 ans	* Literie	5 à 10 ans
* Logiciels	1 à 5 ans	* Lingerie	2 à 5 ans
* Concessions sites	20 à 30 ans	* Matériel et mobilier restauration	15 à 20 ans
* Aménagements terrains	15 à 20 ans	* Matériel ski	4 ans
* Constructions	20 à 30 ans	* Matériel de transport	5 à 7 ans
* Agencements installations	15 à 20 ans	* Matériel informatique	4 ans
* Matériel sanitaire	15 à 20 ans	* Matériel vidéo ou animation	4 ans
* Matériel chauffage	15 à 20 ans	* Piscine	15 à 20 ans
* Matériel incendie	5 à 10 ans	* Tennis, mini-golf	15 ans
* Matériel outillage	5 à 10 ans	* Sauna, hammam	20 ans
* Matériel de cuisine	20 ans		

2. LA VARIATION DES IMMOBILISATIONS, DES AMORTISSEMENTS ET DES PROVISIONS

La variation des comptes d'immobilisations peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment (dont transferts)	Réduct. (dont transferts)	Au 30 nov. 2024
Incorporelles *	1 322 476	3 538	271 665	1 054 348
Corporelles *	265 093 371	5 184 607	4 779 400	265 498 579
Financières	6 161 370	94 525	4 627	6 251 268
Immobilisations brutes	272 577 217	5 282 670	5 055 692	272 804 195
*dont transferts (activation encours)		2 047 914	2 047 914	
*dont acquisitions		3 140 231	32 837	3 107 394
*dont cessions, rebus et charges			2 970 315	

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Incorporelles **	989 307	14 166	261 260	742 213
Corporelles **	206 144 360	5 637 555	2 468 899	209 313 017
Amortissements	207 133 667	5 651 721	2 730 159	210 055 229
**dont cessions et rebus			2 730 159	

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Corporelles	1 230 771		337 916	892 855
Financières	0			0
Provisions pour dépréciation	1 230 771	0	337 916	892 855
Cumul Amort. & Prov.	208 364 437	5 651 721	3 068 074	210 948 084

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Immobilisations nettes	64 212 780	-369 051	1 987 618	61 856 111

La variation et la valeur à la clôture de l'exercice de ces différents postes qui concernent les immobilisations sont détaillées dans les notes suivantes.

3. LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au cours de l'exercice, AZUREVA a **acquis des immobilisations incorporelles et corporelles** pour une valeur totale de **3.140.231 euros**, l'intégralité n'ayant pas été activée. Par ailleurs, un avoir de **32.837 euros** a été reçu, neutralisant ainsi une immobilisation en cours. Le **montant net** s'élève à **3.107.394 euros**.

Les **dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles** pratiquées sur l'exercice s'élèvent à **5.651.721 euros**.

AZUREVA a effectué des **cessions d'immobilisations corporelles** pour une valeur totale de **21.560 euros**.

Les **immobilisations en cours et les acomptes** versés sur travaux non encore réceptionnés et non activés à la clôture de l'exercice s'élèvent à **187.989 euros**. Leur évolution est présentée dans le tableau qui suit.

Les acquisitions de l'exercice représentant des immobilisations en cours s'élèvent à 184.989 euros.

Les avances et encours de l'exercice précédent activés sur l'exercice représentent 2.047.914 euros.

Détail par site	Au 30 nov. 2023	Activation immob.	Reclassement en charges	Annulation par avoir	Augment.	Au 30 nov. 2024
Anglet	0				2 308	2 308
Bussang	0				1 796	1 796
Cap d'Agde	4 727		4 727		2 096	2 096
Fouras	21 690	21 690			1 571	1 571
Hendaye	0				6 026	6 026
Hossegor: Hôtel du Parc	2 614	2 614			5 573	5 572
Hossegor: Résidence du Parc	0				752	752
Kerjouanno	320 518	318 588	1 930		11 092	11 092
La Clusaz (Les Aravis)	21 545	1 929		19 616	12 306	12 306
La Clusaz (Les Confins)	1 920				0	1 920
La Londe les Maures	28 265	3 667	24 598		0	0
La Malène	9 841	9 841			827	826
La Mongie	0				827	827
Lacanau	0				50 079	50 079
Les Karellis	1 646 470	1 633 249		13 221	1 871	1 871
Les Menuires	17 260	17 260			11 335	11 335
Longeville	10 695		10 695		0	0
Oleron	26 700	19 800	6 900		2 753	2 753
Piau-Engaly	0				752	752
Pornichet	12 000	12 000			2 753	2 753
Ronce-les-Bains	7 275	7 275			34 847	34 847
Roquebrune	1 850				0	1 850
Saint Cyprien	0				1 721	1 721
Siege	995		995		32 937	32 937
Immobilisations encours et acomptes	2 134 365	2 047 914	49 845	32 837	184 220	187 989

4. LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les **immobilisations financières** sont comptabilisées à leur coût historique. Une provision est constituée lorsque la recouvrabilité d'une immobilisation est incertaine. En synthèse, elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Titres de participation ⁽¹⁾	5 432 537			5 432 537
Autres titres immobilisés ⁽²⁾	143 465	2 577		146 042
Autres prêts ⁽³⁾	313 873	78 067		391 940
Dépôts et cautionnements ⁽⁴⁾	271 495	13 880	4 627	280 749
Immobilisations financières	6 161 370	94 525	4 627	6 251 268

⁽¹⁾ renvoi aux détails suivants

Les **titres de participation** ⁽¹⁾, sont enregistrés à l'actif pour leur valeur historique. Les titres de participations détenus sont les suivants :

Participations	Etablissements	Année	Nbre de parts	Valeur	% dét.	Compléments
Participations dont Azureva assure la gestion et la direction						
RCM FONCIER	Roquebrune	2 017	180 180	1 801 800	51,43%	
FONCIERE COTE LAC	Hossegor	2 018	280 000	2 800 000	53,85%	
Autres participations						
Erholungswerk Post Postbank	Allemagne	2 005	-	762 000	ND	droits d'occup. logem.
Fouras	Fouras	---	-	4 573	ND	
S.A.C.M.A.C.	Les Karellis	2 014	3 630	55 321	7,26%	
S.E.M.A.B.	Arêches	1 990	580	8 842	1,30%	
Titres de participations				5 432 537 euros		

Les **autres titres immobilisés** ⁽²⁾, d'une valeur de **146.042 euros**, correspondent aux parts sociales prises dans des établissements financiers à titre de garantie des emprunts bancaires. Les mouvements constatés en 2024 sont liés à l'évolution au cours de l'exercice de la situation des prêts ainsi qu'à l'évolution de la valeur des parts.

Les **autres prêts** ⁽³⁾ correspondent aux taxes pour l'effort construction suite à l'option prise par AZUREVA, lors de déclarations annuelles de la participation, pour le versement sous forme de prêt et non pas de subvention. Ces prêts, sans intérêt et récupérables après une durée de 20 ans, s'élèvent à **391.940 euros** dont 78.067 euros au titre de l'exercice 2024. Le détail est présenté ci-après.

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Effort construction 2019	67 851			67 851
Effort construction 2020	36 976			36 976
Effort construction 2021	63 648			63 648
Effort construction 2022	71 366			71 366
Effort construction 2023	74 032			74 032
Effort construction 2024		78 067		78 067
Autres prêts ⁽³⁾	313 873	78 067	0	391 940

Les **dépôts et cautionnement** ⁽⁴⁾, peuvent se détailler comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Dépôts de garantie divers	18 420	0		18 420
Dépôts de garantie loyers immob.	4 627		4 627	0
Dépôts de garantie loyers filiales	217 089	13 880		230 969
Réserves garantie financière UNAT	31 360			31 360
Dépôts et cautionnements ⁽⁴⁾	271 495	13 880	4 627	280 749

Une réserve de 31.360 € a été constituée au sein de l'UNAT pour constituer une garantie financière mutualisée.

Le dépôt de garantie lié à la location d'un entrepôt a été restitué au cours de l'exercice.

5. LA DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS

Une **dépréciation** à caractère exceptionnel est constituée lorsque la valeur actuelle d'un bien immobilier est significativement inférieure à sa valeur nette comptable. La valeur actuelle de chaque bien est déterminée sur la base d'une méthode d'actualisation des flux futurs à partir des budgets établis pour chaque village.

Une **reprise sur provision** est constatée à hauteur de la valeur des dotations aux amortissements pratiquées sur les biens concernés par des provisions constituées à la clôture de l'exercice précédent.

Source	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Actif immob. : établissements	1 230 771		337 916	892 855
Provision pour dépréciation	1 230 771	0	337 916	892 855

L'évaluation de la valorisation des actifs est établie sur la méthode des cash flux futurs en prenant en compte un taux d'actualisation de 5,90% qui a été déterminé sur la base d'un taux de risque des capitaux propres de 8,40% et d'un taux moyen liés aux engagements financiers de 1,70%.

A la clôture de l'exercice, une reprise de provision a été ainsi constatée pour une valeur de 337.916 euros.

6. LES STOCKS

Les **stocks** de matières premières, d'approvisionnements et de marchandises sont évalués au prix moyen unitaire pondéré, les remises sont incorporées aux coûts d'achat.

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Stocks de marchandises	536 396	488 402
Stocks d'emballages consignés	6 116	4 255
Provisions pour dépréciation des stocks	0	0
Stocks : total net	542 512	492 657

7. LES CREANCES CLIENTS

Les **créances clients** sont valorisées à leur valeur nominale. Des **provisions pour dépréciation des créances** ont été constituées en fonction du risque estimé d'irrecouvrabilité.

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Créances clients	1 793 908	1 226 727
Clients factures à établir	484 222	606 509
Créances douteuses	217 462	213 556
Total des créances clients	2 495 592	2 046 791
Provisions pour dépréciation des créances ⁽¹⁾	-194 123	-213 464
Créances Clients : montant net	2 301 469	1 833 327

⁽¹⁾ commentaires et détails dans les renvois suivants

Les **provisions pour dépréciation des créances clients** ⁽¹⁾ s'élèvent à la clôture à **213.464 euros** après avoir fait l'objet à la clôture de l'exercice d'une dotation de 26.335 euros et d'une reprise sur provision de 6.994 euros.

8. LES AUTRES CREANCES

Les **autres créances** se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Fournisseurs, avoirs à recevoir	47 076	28 108
Fournisseurs débiteurs	5 771	0
Créances sociales	32 657	30 518
Créances organismes sociaux	20 323	0
TVA déductible à récupérer	1 465 920	1 116 913
Créance fiscale ⁽⁵⁾	0	255 565
Acomptes de CVAE	57 647	80 944
Etat, produits à recevoir (Plafonnement CET) ⁽⁴⁾	256 777	229 387
Etat, produits à recevoir (Subv. d'invest) ⁽⁶⁾	500 000	0
Avances frais de déplacements	7 300	6 800
Participation conv. séjours en attente de facturation	14 701	19 095
Chèques vacances en attente d'encaissement	55 220	37 360
Débiteurs divers	6 750	11 802
Produits à recevoir ⁽⁸⁾	391 129	270 998
Produits à recevoir sur cession d'immob. ⁽⁷⁾	1 240 902	0
Créances sur cessions d'actifs ⁽¹⁾	393 333	373 333
Avances COS ⁽²⁾	38 440	33 640
Compte débiteur COS ⁽³⁾	117 204	122 676
Total des Autres Créances	4 651 151	2 617 139
Provisions dépréciation des créances ⁽⁹⁾	-57 741	-308 506
Autres créances : montant net	4 593 410	2 308 633

⁽¹⁾ commentaires et détails sur les postes spécifiques dans les renvois suivants

Les **créances sur cessions d'actifs** ⁽¹⁾ contiennent la partie du paiement du prix de vente du Laouzas dont le paiement a été étalé, soit **373.333 euros**. AZUREVA a encaissé 20.000 euros sur l'exercice, conformément à l'acte de vente.

AZUREVA dispose d'une **créance sur des COS** ⁽²⁾ qui pour un montant total de **33.640 euros** à la clôture. 4.800 euros ont été remboursé au cours de l'exercice. Du fait du risque, AZUREVA a constitué une provision pour dépréciation qui est ajustée à chaque clôture d'exercice.

Dans le cadre de **procédures judiciaires avec un COS** ⁽³⁾, plusieurs jugements ont conduit AZUREVA à verser des provisions au-delà de la valeur des parts sociales. Une décision judiciaire en Appel a acté le reversement à AZUREVA de ces avances. L'encaissement a eu lieu au début de l'exercice suivant. Ces avances, représentant 117.204 euros, ont été actualisées de la valeur perçue par AZUREVA, soit **122.676 euros**. Une provision pour risque et charges avait été constituée pour 117.204 euros. La note spécifique de l'Annexe des Provisions pour risque et charges expose la reprise de cette provision.

La provision relative au **plafonnement de la Contribution économique territoriale** ⁽⁴⁾ (CET) au titre de l'exercice clos est valorisée **229.387 euros** à la clôture. Cette somme sera recouvrée sur l'exercice suivant.

Une **créance fiscale** ⁽⁵⁾ relative à l'exercice 2023 et évaluée à **255.565 euros** comporte un risque. Une provision pour dépréciation des créances a été constituée à la clôture en intégralité pour couvrir ce risque.

Les deux **subventions d'investissements** ⁽⁶⁾ attribuées en 2023 pour un montant total de **500.000 euros**, dont le paiement a été décalé, ont été encaissées en intégralité pendant l'exercice. Plus aucune somme ne reste à percevoir.

Le **produit net de la cession d'une parcelle de terrain** ⁽⁷⁾ détenue par la copropriété dans laquelle AZUREVA détient un grand nombre de lots à La Clusaz, survenue en novembre 2023, a été reversé à AZUREVA en février 2024. La créance de **1.240.902 euros** a été intégralement apurée.

Une note spécifique détaille ci-après le détail des **produits à recevoir** ⁽⁸⁾.

Par ailleurs, des **provisions pour dépréciation de ces créances** ⁽⁹⁾ ont été constituées en fonction des risques estimés **d'irrecouvrabilité**. Elles ont fait l'objet d'une mention dans les renvois précédents. Les provisions s'élèvent à la clôture à **308.506 euros** après avoir fait l'objet d'une dotation de 255.565 euros et d'une reprise de 4.800 euros.

9. DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Les **produits à recevoir** ⁽⁷⁾ s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Remboursement de dépenses de formation	23 346	19 567
Dégrèvement d'impôts	0	1 714
Remboursement URSSAF ⁽¹⁾	255 511	235 848
Autres produits à recevoir	5 645	1 782
Produits financiers	0	11 500
Indemnité sinistre	106 627	586
Produits à recevoir ⁽⁷⁾	391 129	270 997
⁽¹⁾ Détails dans les renvois suivants		

Des **produits à recevoir** ont été constitués et ajustés à la clôture de l'exercice à hauteur de **235.848 euros** suite à une décision judiciaire dans le cadre d'un contentieux avec l'URSSAF. AZUREVA a perçu l'intégralité de ce montant au début de l'exercice 2025.

10. DETAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les **charges constatées d'avance** s'expliquent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Contrats d'entretien	32 462	58 290
Taxes foncieres et CFE	81 210	103 100
Dépenses de communication & salons	24 367	39 585
Maintenance informatique	127 613	134 188
Fuel et gaz en stock	206 877	206 663
Abonnement eau	11 471	0
Locations & Charges locatives	91 248	74 056
Abonnement recrutement	40 000	0
Blanchisserie	0	54 608
Assurance	0	169 012
Charges diverses	33 075	29 048
Charges constatées d'avance	648 322	868 551

11. LES CHARGES A REPARTIR

Les **charges à répartir** sont constituées de frais sur emprunts qui sont amortis sur une durée de 5 ans. Le solde se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct.	Au 30 nov. 2024
Frais sur emprunts	9 316		9 316	0
Charges à répartir	9 316	0	9 316	0

Aucun **frais sur emprunts** n'a été activé au cours de l'exercice.

LE BILAN PASSIF

12. LA SITUATION NETTE

Au terme de l'exercice comptable clôturé, la **situation nette** se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Augment	Réduct	Reclassement en dette	Au 30 nov. 2024
Fonds propres sans droits de reprise ⁽¹⁾	31 540 610	1 178 533			32 719 143
Fonds propres avec droits de reprise ⁽²⁾	10 738 326	-1 178 533	-100 000	-785 827	8 673 966
Report à nouveau	5 973 956	-3 179 000			2 794 956
Résultat de l'exercice	-3 179 000	3 179 000	-3 070 160		-3 070 160
Subventions d'investissement ⁽³⁾	1 992 307	21 817	-286 305		1 727 819
Situation nette	47 066 199	21 817	-3 456 465	-785 827	42 845 724

^{(1) (2) (3)} renvois aux commentaires et notes suivantes

Le **résultat de l'exercice clos** est un **déficit de 3.070.160 euros**.

Le poste **Report à nouveau** est globalement porté à la clôture de l'exercice à un **crédit de 2.794.956 euros**, consécutivement à l'**affectation** de la totalité **du résultat de l'exercice précédent**, un **déficit de 3.179.000 euros**, approuvé par la dernière Assemblée Générale.

Les **Fonds propres sans droits de reprise** ⁽¹⁾ sont évalués à la clôture de l'exercice à **32.719.143 euros**, consécutivement aux opérations décrites ci-après.

Les COS de l'Ain (01), de l'Aine (02), de l'Isère (38) pour une partie, du Loir-et-Cher (41), de la Nièvre (58), de la Vendée (85) et du Val de Marne (94) ont **abandonné les droits de reprise de leurs apports** ou sont en **incapacité d'en demander la restitution** du fait de leur situation juridique actuelle.
Un montant total de **1.178.533 euros** a ainsi été **reclassé en Fonds propres sans droits de reprise**.

Les **Fonds propres avec droits de reprise** ⁽²⁾ ont été évalués à la clôture de l'exercice à **8.673.966 euros**, consécutivement aux opérations de reclassement précédemment évoquées et à celles décrites ci-après.

Les COS de la Dordogne (24), de la Marne (51) et de la Seine Maritime (76) ont démissionné et ne sont plus membre de l'Association. Leurs apports, évalués dans les comptes sociaux à **785.827 euros**, ont été réaffectés au poste « *Autres Dettes* » suite à leur demande de restitution.
Dans le cadre d'une procédure collective, l'administrateur désigné pour liquider le passif du COS de l'Isère (38) a obtenu le versement au cours de l'exercice d'une somme qui s'élève à **100.000 euros**.

Le détail des **Fonds propres** se présente comme suit :

		Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Fonds propres sans droits de reprise ⁽¹⁾ ...		31 540 610	32 719 143
Valeur du patrimoine intégré	2 479 847		2 479 847
Subventions d'investissements dont ...	29 060 763		30 239 296
Parts COS sans droit de reprise	5 421 810		6 600 343
Parts COS sur boni de fusion	498 727		498 727
Parts Affaires étrangères	18 294		18 294
Travaux	15 915 438		15 915 438
Terrain	914 694		914 694
Parts	6 291 800		6 291 800
Fonds propres avec droits de reprise ⁽²⁾ ...		10 738 326	8 673 966
Parts COS	9 976 081		7 911 721
Parts COS avec demande de remb	0		0
Subventions d'investissements	0		0
Parts Affaires étrangères	0		0
Parts Erholungswerk (Allemagne)	762 245		762 245
Fonds propres		42 278 936	41 393 109

13. LES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Les **subventions d'investissements** ⁽³⁾ reçues sont réintégrées dans le compte de résultat au même rythme que l'amortissement des biens auxquels elles sont affectées. A la clôture, il existe des quotes-parts de subventions d'investissements qui restent à amortir.

	Au 30 nov. 2023	Augment	Rembours.	Quote-part affect résultat	Ajustement	Au 30 nov. 2024
Subventions	1 992 307	24 049	-2 232	-286 413	108	1 727 819
Subventions d'investissement ⁽³⁾	1 992 307	24 049	-2 232	-286 413	108	1 727 819

Dans le cadre de la **transition énergétique**, AZUREVA a bénéficié au cours de l'exercice de Certificats d'Economie d'Energie (CEE) et d'aide à l'installation de bornes de recharge pour véhicule électrique pour un montant total de **24.049 euros**. 2.232 euros de même nature ont été restitués du fait de traitements en lien avec la Tva.

14. LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont constituées pour couvrir les risques latents, connus ou estimés à la clôture de l'exercice. Les **provisions pour risques et charges** sont évaluées conformément au règlement CRC n°2000-06 sur les passifs. Elles se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Dotations	Repr. Prov. utilisées	Repr. Prov. non utilisées	Au 30 nov. 2024
Indemnités départs en retraite ⁽¹⁾	307 588	75 810	77 229	49 916	256 254
Indemnités médailles du travail ⁽²⁾	23 223	17 103		7 204	33 123
Risques liés aux salariés ⁽³⁾	81 648	16 104		55 000	42 752
Charges liées au personnel ⁽⁴⁾	42 464		8 735	12 455	21 274
Revalorisation des parts COS ⁽⁵⁾	117 204			117 204	0
Espèces non remises en banque ⁽⁶⁾	0	5 886			5 886
Provisions risques et charges	572 127	114 904	85 964	241 779	359 288

Les indemnités de départ à la retraite ⁽¹⁾ sont calculées selon les modalités décrites à l'article 57 de la convention collective. Pour tous salariés, permanents et saisonniers avec un droit de priorité, ayant atteint l'âge de 55 ans à la clôture, une provision pour indemnité de départ à la retraite est comptabilisée correspondant au montant de l'engagement de retraite tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés (cf. note spécifique de l'Annexe dans les engagements hors bilan).

Les indemnités de médaille du travail ⁽²⁾ sont évaluées selon les modalités définies dans l'accord national d'entreprise d'AZUREVA. Des règles différentes s'appliquent selon que les salariés disposent d'un CDI ou d'un CDD. Différents paliers sont prévus en fonction du nombre total d'années de travail et du nombre d'années passées chez AZUREVA. A la clôture, une provision pour indemnité de médaille du travail est comptabilisée correspondant au montant de l'engagement tel que compris dans le montant apprécié par AZUREVA pour la totalité des salariés permanents et saisonniers avec un droit de priorité.

Les **hypothèses retenues pour ces deux évaluations** ont été les suivantes :

- Taux annuel d'actualisation : 3,30%
- Probabilité des demandes : 100%
- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement)

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	42,90%	66,03%
De 35 ans à 44 ans	20,23%	34,80%
De 45 ans à 54 ans	21,24%	26,50%
De 55 ans et plus	15,70%	24,38%

En application du principe comptable de prudence, AZUREVA a constitué à la clôture de l'exercice une provision de **42.752 euros** visant à couvrir certains **risques ou charges liés à des litiges avec des salariés** ⁽³⁾.

En outre, à la clôture de l'exercice, AZUREVA a constitué une provision de **21.274 euros** afin de couvrir **certaines autres charges liées au personnel** ⁽⁴⁾.

A la clôture, une **procédure contentieuse avec un COS** ⁽⁵⁾ a abouti après des décisions judiciaires en Appel au remboursement d'une provision antérieure supérieure à la valeur des apports reçus et comptabilisés. A titre prudentiel, une provision de **117.204 euros** avait été comptabilisée pour couvrir le risque éventuel de maintien de cette position. La provision pour risque a été reprise à la clôture de l'exercice. Par ailleurs, il existe à la clôture d'autres procédures qui ont fait l'objet de contestations sérieuses. Elles n'ont pas donné lieu à des provisions dans la mesure où aucune décision à caractère définitif n'est venue modifier à ce jour l'appréciation du risque.

Enfin, à la clôture de l'exercice, AZUREVA a constitué une provision de **5.886 euros** afin de couvrir **certains risques de perte d'espèces non remises en banque** ⁽⁶⁾ et des process en cours d'instruction.

15. LES DETTES FINANCIERES

Les **dettes financières** se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2024	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2023
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit					
Dettes bancaires étab de crédit ⁽¹⁾	14 427 132	1 884 107	6 537 718	6 005 307	16 835 793
Dettes garanties par l'Etat (PGE) ⁽¹⁾	3 053 144	1 762 125	1 291 019		4 805 248
Dette subordonnée (Plan de relance) ⁽¹⁾	8 000 000	0	1 600 000	6 400 000	8 000 000
Intérêts courus sur emprunts	214 560	214 560			244 830
Concours bancaires courants	14 894	14 894			622
Emprunts et dettes financières divers					
Emprunts et dettes financières divers	9 954	0		9 954	28 166
Intérêts courus sur emprunts	299	299			798
Dépôts et cautionnements reçus	10 134	10 134			71 619
Dettes financières	25 730 117	3 886 119	9 428 737	12 415 261	29 987 075
⁽¹⁾ dont dettes auprès des étab. de crédit	25 480 276	3 646 232	9 428 737	12 405 307	29 641 041

AZUREVA a contracté en 2022 un **emprunt auprès de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes** pour financer la rénovation de son établissement des Karellis à hauteur de **2,5 millions d'euros**. Ce prêt amortissable sur une durée de 15 ans est assorti d'intérêts au taux annuel de 2,47%. La période de mobilisation des fonds courrait jusqu'à début 2024. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a perçu 95.260 euros de reliquat et l'intégralité du prêt étant dorénavant souscrit avec un début d'amortissement en 2024.

Dans le cadre des aides financières liées à la crise sanitaire, AZUREVA a souscrit plusieurs **prêts garantis par l'Etat (PGE)**. AZUREVA a opté pour **l'amortissement sur 5 ans des premiers PGE** souscrits avec un différé d'amortissement de un an représentant un total de 7 millions d'euros. Ces PGE sont devenus amortissables au cours de l'exercice 2021 et AZUREVA en a amorti 1.752.104 euros sur l'exercice.

L'évolution des dettes bancaires ⁽¹⁾ au cours de l'exercice peut se présenter comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Souscription de l'ex.	Intérêts capitalisés	Amort. Planifiés	Rembours. anticipés	Au 30 nov. 2024
Emprunts restants dûs à la clôture	14 431 053			2 399 668		12 031 384
Emprunts en cours de mob. s/ex. précédent	2 404 740	95 260		104 253		2 395 747
Emprunts nouveaux souscrits s/ l'ex.	0					0
Emprunts remboursés par anticipation	0					0
Emprunts garantis par des suretés réelles	16 835 793	95 260	0	2 503 921	0	14 427 132
Emprunts garantis par l'Etat (PGE)	4 805 248			1 752 104		3 053 144
Dettes subordonnées (Plan de relance)	8 000 000					8 000 000
⁽¹⁾ Emprunts et dettes établ. de crédit	29 641 041	95 260	0	4 256 025	0	25 480 276

Le cumul des remboursements d'emprunts effectués au cours de l'exercice s'est élevé à **4.256.025 euros**.

16. LES DETTES COURANTES

Les dettes courantes se présentent de la façon suivante :

	Au 30 nov. 2024	dt à moins d'1 an	dt à moins de 5 ans	dt à plus de 5 ans	Au 30 nov. 2023
Clients, avances et acomptes reçus	4 077 332	4 077 332			3 434 907
Clients, bons à valoirs	13 991	13 991			48 333
Clients, à-valoir non utilisés	74 514	74 514			74 514
Clients, avances et acomptes	4 165 837	4 165 837			3 557 754
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	1 610 690	1 610 690			2 543 596
Dettes fiscales et sociales	4 129 216	4 129 216			4 123 916
Dettes sur immo. et cptes rattachés	89 428	89 428			825 384
Autres dettes	2 052 770	625 466	641 477	785 827	1 289 393
Produits constatés d'avance	266 547	266 547			253 362
Dettes courantes	12 314 488	10 887 184	641 477	785 827	12 593 405

Les **acomptes reçus des clients** concerne majoritairement ceux des réservations de l'exercice 2025 ainsi que le reliquat des à-valoir émis en 2020 dans le cadre des dispositifs légaux liés à la crise sanitaire représentant un total de 74.514 euros pour la part non encore utilisée. Les à-valoir émis sont reportés dans la catégorie des **acomptes reçus** dont le total s'élève à **4.165.837 euros**.

Les **autres dettes** contiennent notamment les dettes d'AZUREVA vis-à-vis des COS qui ont démissionnés pour un total de 1.427.304 euros. Ce montant contient les démissions reçues au cours de l'exercice qui sont à porter à la connaissance et à soumettre à la prochaine Assemblée Générale, lesquelles s'élèvent à **785.827 euros**. AZUREVA dispose statutairement d'un délai de 5 ans à compter de la prise en compte par l'Assemblée Générale de la démission d'un de ces membres qui disposerait d'un droit de reprise.

17. DETAIL FACTURES NON PARVENUES A PAYER

Dans le poste **dettes fournisseurs et comptes rattachés** ci-dessus, des **factures non encore parvenues** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Honoraires	290 408	319 272
Eau, gaz, électricité, carburant & fuel	478 046	354 746
Locations et charges locatives	16 542	24 196
Contrats ménage et blanchisserie	34 898	10 184
Entretien et maintenance	137 150	138 607
Dépenses de formation	28 875	6 848
Dépenses de communication	144 533	69 236
Redevances ordures ménagères	33 816	31 451
Affranchissement & téléphonie	10 561	11 317
Excursions et intervenants extérieurs	39 397	23 393
Sous-traitance et informatique	63 076	78 350
Travaux de rénovation	120 353	6 397
Divers	54 339	70 190
Provisions, factures non parvenues	1 451 993	1 144 186

En complément, dans le poste **dettes sur immobilisations** et comptes rattachés, des **factures non encore parvenues sur dépenses immobilisées** restent à payer dont le détail est présenté ci-dessous :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Immobilisations	23 539	0
Provisions, factures d'immo. non parvenues	23 539	0

18. LES AUTRES DETTES

Le poste des **autres dettes** se présente comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Clients créditeurs et a-valoir sur report de séjours ⁽¹⁾	0	77 236
Clients, avoirs à établir	69 797	87 884
Rétrocession de commissions (COS), avoirs à établir	19 416	8 316
Clients, remises à accorder : chèques parrainage ⁽³⁾	1 698	3 350
Clients, remises à accorder : point fidélité clients ⁽³⁾	167 270	135 833
Aide à reverser (cession Résidence Bretagne) ⁽²⁾	100 000	0
Clients, aides reçues d'avance	71 965	91 018
Bons d'achats et bons d'échanges (séjours offerts) ⁽⁵⁾	101 674	124 010
Charge formation autogérée à payer	116 070	97 819
Apports COS à rembourser ⁽⁴⁾	641 477	1 427 304
Divers	26	0
Autres Dettes	1 289 393	2 052 770

⁽¹⁾ renvoi aux commentaires et notes suivantes

Les **clients créditeurs et les a-valoir liés à des reports de séjours** ⁽¹⁾ ont été reclassés à la clôture au poste « Autres dettes ». Ils représentaient **77.236 euros** contre 74.514 euros à la clôture précédente qui étaient positionnés en dette au poste « Avances et acomptes sur commandes en cours ».

Le dernier **remboursement de l'aide** ⁽²⁾ de 1.000.000 euros initialement reçue de la DNAS de La Poste pour financer l'avance-preneur d'un contrat de crédit-bail immobilier a été effectué au cours de l'exercice. Azureva a ainsi soldé en décembre 2023 la dette résiduelle de **100.00 euros** qui perdurait dans ses comptes.

Une note spécifique (cf. plus loin) relative aux **programmes de Parrainage et de Fidélisation** ⁽³⁾ détaille les modalités de valorisation des dettes reprises ci-dessus à hauteur respectivement de **3.350 euros** et **135.833 euros**.

Une **dette globale envers des COS** ⁽⁴⁾ de **1.427.304 euros** a été constituée à la clôture de l'exercice suite à la **démission de plusieurs COS et à leurs demandes de remboursement de leurs apports**, dont 785.827 euros ont été constaté à la clôture de cet exercice tel que précisé dans la note sur les Fonds propres. La **maturité de cette dette**, détaillée dans les états financiers, est appréciée en fonction des dispositions spécifiques des Statuts qui prévoient le remboursement dans un **délai de 5 ans** à compter de la prise en compte par l'Assemblée Générale de la démission des COS concernés.

Une note spécifique (cf. plus loin) relative aux **bons d'achats vendus et aux bons d'échange offerts** ⁽⁵⁾ détaille les modalités de valorisation des dettes reprises ci-dessus à hauteur de **124.010 euros**.

19. DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le détail des **produits constatés d'avance** est présenté ci-après :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Prestations de service Accompagnement DNAS	213 679	221 102
Locations d'emplacements d'antennes téléphoniques	39 310	35 296
Location matériel	0	4 248
Divers	373	5 901
Produits constatés d'avance	253 362	266 547

Dans le cadre du contrat de service avec La Poste qui a démarré le 1^{er} janvier 2022, un décalage des prestations fixes et variables facturées par avance a été acté à la clôture de l'exercice pour 221.102 euros.

20. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Les montants présents dans les soldes des **postes du bilan relatifs aux opérations concernant les entreprises avec lesquelles la société a des liens** sont présentés comme suit :

	Au 30 nov. 2024
Créances clients et comptes rattachés	15 000
Autres créances	0
Créances	15 000
Emprunt et dettes financières diverses	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0
Autres dettes	0
Dettes	0

V. NOTES RELATIVES A CERTAINS ELEMENTS SIGNIFICATIFS DU COMPTE DE RESULTAT

LE RESULTAT D'EXPLOITATION

21. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Le **chiffre d'affaires** de l'exercice est évalué à 57.983.608 euros contre 54.366.740 euros en 2023 et se répartit comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Ventes directes de boissons	1 796 094	1 829 463
Ventes de produits boutique	166 325	171 116
Ventes de billetterie	250 962	240 766
Total des Ventes de marchandises	2 213 381	2 241 345
Ventes de séjours	43 518 829	46 482 111
Frais de dossiers	407 074	423 313
Ventes d'assurances	527 967	566 566
Frais de désistements	435 578	517 294
Ventes directes de restauration	2 160 497	2 034 960
Locations d'emplacements pour installations techniques	77 881	92 282
Autres prestations locales	2 743 034	3 394 082
Prestations de services La Poste	2 282 499	2 231 656
Total des Ventes de services	52 153 359	55 742 263
Chiffre d'affaires net	54 366 740	57 983 608

En conséquence, la **variation nette du chiffre d'affaires** sur l'exercice 2024 est évaluée à 3.616.868 euros. Elle représente une variation de + 6,7 % du chiffre d'affaires.

22. LES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Les **subventions d'exploitation** affectées à l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Subvention DNAS	0	0
Divers subventions	5 555	6 627
Subvention d'exploitation	5 555	6 627

La Direction Nationale des Affaires Sociales de La Poste (DNAS) a jusqu'à fin 2021 versé à AZUREVA une **subvention d'exploitation** d'un montant de 2.327.000 €. Depuis le 1^{er} janvier 2022, ces aides se sont transformées en un contrat de prestations de services dont les revenus impactent dorénavant le chiffre d'affaires. Plus aucune subvention n'a été versée sur l'exercice.

Par ailleurs, AZUREVA a perçu d'autres subventions d'exploitation pour un montant total de 6.627 euros.

Les **aides versées en nature** par la mise à disposition d'agents de La Poste, mentionnées sous le compte de résultat en '*Contributions volontaires*', sont évaluées pour l'exercice clos à 163.389 euros. Leur valorisation pour l'exercice 2023 s'élevait à 202.351 euros.

23. LES REPRISES SUR PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Indemnités d'assurance	218 008	192 804
Charges liées au personnel (dont avantage en nature)	952 140	966 663
Reversement de charges sociales	0	45 017
Divers charges d'exploitation	37 452	20 346
Remb. dépenses de formation	29 856	25 988
Transferts de charges	1 237 456	1 250 817
Reprises sur provision pour risques et charges	202 542	327 743
Reprises sur provision d'exploitation	25 688	11 794
Reprises sur provision et transferts de charges	1 465 686	1 590 354

24. LES CHARGES DE PERSONNEL

Les **charges de personnel** de l'exercice se présentent comme suit :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Salaires et traitements	16 971 230	18 110 463
Charges sociales	5 392 156	6 079 313
Charges de personnel	22 363 386	24 189 777

La **variation des charges de personnel** est de + 1.826.390 euros (contre + 1.220.311 euros l'an dernier) et représente une hausse de 8,20 %.

25. LES EFFECTIFS

Les **effectifs** constatés au cours de l'exercice sont :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Contrats à durée indéterminée	196	209
Contrats à durée déterminée et saisonniers	354	353
Dirigeants	28	27
Effectif moyen	578	589

LE RESULTAT FINANCIER

26. LES PRODUITS FINANCIERS

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Revenus de l'actif immobilisé	0	0
Produits de placements financiers	483 613	505 691
Escomptes obtenues	111	1 646
Autres produits financiers	0	0
Différence positive de change	13	232
Produits financiers	483 736	507 569

Au cours de l'exercice, AZUREVA a contractualisé sur des périodes variables plusieurs contrats de placements de trésorerie auprès de ses établissements bancaires partenaires qui ont globalement générés du fait des taux d'intérêt pratiqués un accroissement significatif des produits financiers, tels que présentés.

27. LES CHARGES FINANCIERES

Ce poste comprend principalement les éléments suivants :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Intérêts sur emprunts	529 959	491 773
Autres charges financières	53	276
Différence négative de change	0	5
Charges financières	530 012	492 054

LE RESULTAT EXCEPTIONNEL

28. LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les **produits exceptionnels** enregistrés sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Produit exercice antérieur participation	0	0
Divers	59 869	43 888
Opérations de gestion	59 869	43 888
Produits des éléments d'actifs cédés ⁽¹⁾	2 774 552	21 560
Quote-part des subventions d'investissements	214 530	286 413
Opérations en capital	2 989 082	307 973
Reprise s/provision pour dépréciation d'immo. ⁽²⁾	60 272	337 916
Provisions exceptionnelles	60 272	337 916
Produits exceptionnels	3 109 223	689 777
⁽¹⁾ renvoi aux commentaires		

La **reprise sur provisions pour dépréciation des immobilisations** ⁽²⁾ renvoie au détail des dépréciations exposées dans les notes relatives aux immobilisations et aux provisions pour dépréciation d'actifs.

29. LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Les **charges exceptionnelles** enregistrées sur l'exercice se décomposent en :

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Amendes fiscales et sociales	1 486	45
Charges sur litiges	494	0
Charges sur litiges URSSAF ⁽³⁾	0	46 180
Indemnités contentieux (art. 700 et dépens)	0	0
Divers	200	1 994
Opérations de gestion	2 180	48 219
VNC des actifs cédés et mis au rebus ⁽¹⁾	790 453	240 026
Opérations en capital	790 453	240 026
Dot. /provision pour dépréciation d'immo. ⁽²⁾	0	0
Provisions exceptionnelles	0	0
Charges exceptionnelles	792 633	288 245
⁽¹⁾ renvoi aux commentaires		

La **valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés** ⁽¹⁾ comprend la valeur nette résiduelle des **immobilisations cédées et de celles mises au rebus** au cours de l'exercice pour un total de **240.026 euros**. Cela correspond respectivement à 190.311 euros pour les actifs sortis du patrimoine et à 49.715 euros pour les dépenses qui avaient été dans un premier temps classées en immobilisations en cours, qui n'ayant pas été à l'origine d'autres investissements, ont été reclassées en charges.

Les **opérations de gestion** contiennent notamment des **charges liées à un litige avec l'URSSAF** ⁽³⁾. A la clôture de l'exercice, AZUREVA a dû ajuster à la baisse le montant déjà provisionné du produit que l'association doit recevoir de l'URSSAF, ce qui constitue une charges exceptionnelles.- à hauteur de **46.180 euros**.

30. OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES

Les montants présents dans les **postes du compte du résultat des opérations concernant les entreprises avec lesquelles la société a des liens** sont présentés comme suit :

	Au 30 nov. 2024
Chiffre d'affaires	12 500
Produits d'exploitation	12 500
Autres achats et charges externes	1 604 604
Charges d'exploitation	1 604 604

VI. NOTES COMPLEMENTAIRES AFFERENTES AUX COMPTES ANNUELS

31. LES PROGRAMMES DE PARRAINAGE ET DE FIDELISATION

Un **programme de parrainage** est en place depuis l'exercice 2003. Dès la validation de la réservation de la personne cooptée, le filleul, une remise est déduite du prix du séjour à venir. Dans le même temps, des bons de réduction valables sur des séjours à venir sont attribués au parrain en fonction du nombre de parrainage effectué.

Une **provision pour remises à accorder aux clients** est constituée pour couvrir le coût des **bons attribués aux parrains** et non encore utilisés. Une provision a été comptabilisée à la clôture pour **1.450 euros TTC** (contre 798 euros TTC à la clôture l'exercice précédent) sur la base des bons parrainages valables pour les réservations 2025 (probabilité d'utilisation 32%). Une **seconde provision** couvrir les **remises accordées aux filleuls** pour des réservations de séjour ayant lieu sur un exercice futur a été constituée pour **1.900 euros TTC** contre 900 euros TTC l'exercice précédent, l'ensemble cumulé représente un total de 3.350 euros.

Deux **programmes de fidélisation** sont en place depuis l'exercice 2003, l'un visant les **groupes**, le second les **individuels**. Ils octroient respectivement des remises pour les premiers et des points fidélité à transformer en remises pour les seconds.

Une **provision pour remises à accorder** de **135.833 euros TTC** (pour 167.270 euros TTC en 2023), constituée pour couvrir les **remises et points fidélité de ces deux programmes**, a été comptabilisée dans les comptes

clos au 30/11/2024. Cette provision correspond au montant des remises accordées en 2024. Les points attribués ayant une échéance, la provision tient compte du taux d'utilisation et des niveaux de remises atteints et demandés. Le taux d'utilisation du programme individuels est de 7,0% contre 5,5% l'exercice dernier.

Ensemble, ces provisions constituent une dette classée dans le poste « *Autres Dettes* » des états financiers.

32. BONS D'ACHAT ET BONS D'ÉCHANGES

AZUREVA vend dans certaines circonstances à certains de ses clients des **bons d'achat émis par l'association**. Ces bons d'achat comportent une valeur faciale permettant leur utilisation comme moyen de paiement ainsi qu'une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés. Les bons d'achat sont comptabilisés à leur valeur faciale dès leur émission et à la clôture on peut constater dans les comptes la valeur totale des bons non encore utilisés. A la clôture de l'exercice, la **valeur de ces bons d'achat** non encore utilisés est évaluée à **64.280 euros** (12.602 euros pour l'exercice précédent).

Par ailleurs, AZUREVA **émet des bons d'échange**. Ces bons correspondent à des **séjours offerts** qui peuvent être mis en jeu et gagnés dans le cadre de jeux, de salons ou d'opérations promotionnelles. Ils comportent une date de validité au-delà de laquelle ils deviennent périmés mais ne comportent pas de valeur faciale. Seul un prix indicatif correspondant à la valeur maximale du gain est indiqué sur le voucher.

Les bons d'échange sont comptabilisés en charge à la valeur moyenne des séjours telle qu'elle est constatée dans les ventes d'AZUREVA en tenant compte de la saisonnalité des choix effectués et des niveaux de prix constatés pendant ces périodes. Lors de leur utilisation, si la valeur initialement comptabilisée est différente de celle constatée pour le séjour choisi, une régularisation est effectuée pour rectifier l'écart. La **valeur comptable de ces bons d'échange** non encore utilisés est évaluée à **59.730 euros** à la clôture de l'exercice (89.072 euros pour l'exercice précédent).

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Bons d'achats	12 602	64 280
Bons d'échange offerts	89 072	59 730
Valeur en circulation des bons émis (Valeur TTC)	101 674	124 010

Ensemble, ces deux estimations des bons en circulation constituent une dette classée dans le poste « *Autres Dettes* » des états financiers.

33. LA SITUATION AU REGARD DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

A la clôture de l'exercice, la **situation fiscale** d'AZUREVA est **déficitaire de 117.709.648 euros**. Ce déficit s'explique par le **déficit fiscal de l'exercice de 4.743.567 euros** et le déficit antérieur reportable de 112.966.081 euros. L'association n'a supporté aucune charge d'impôt au cours de l'exercice.

La **situation fiscale de l'exercice** s'explique de la façon suivante :

Résultat net de l'exercice	-3 070 160	
Correction des dotations aux amortissements	-1 277 856	Ajustement des dot. fiscales déductibles (6.658.430 €)
Correction des VNC des actifs cédés	-15 370	Ajustement valeur fiscale de la VNC des actifs cédés
Résultat net comptable corrigé	-4 363 386	
Divers ajustements	0	
Amortissements excédentaires	44 737	
Taxes sur les véhicules	56 389	Taxes non déductibles
Pénalités	45	Pénalités non déductibles
Prov. Risques et Charges à caractère social	-41 435	Indemnités de Fin de Carrière et Médailles du travail
Prov. Dépréciation d'actif	-337 916	Dépréciation des immobilisations (variation nette)
Frais d'émission d'emprunts	9 316	Étalement & dotation des charges à répartir
Prov. Dépréciation créances	-117 204	Dépréciation avance parts associatives (variation nette)
Prov. Risques et charges	5 886	Perte sur caisse
Résultat fiscal de l'exercice	-4 743 567	

VII. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Contrat de services avec La Poste

i) Au 1^{er} janvier 2025, AZUREVA a acté la continuité du **contrat de prestation de services signé en 2021 avec LA POSTE** qui définit notamment la rémunération additionnelle attribuée à AZUREVA ainsi que les modalités de facturation et d'encaissements des honoraires et des aides versées pour le compte des postiers.

Dans le cadre de la mise en œuvre effective du CSE de la Poste, des discussions sont toujours en cours pour maintenir en 2026 des effets similaires à ceux de ce contrat pour la gestion des relations avec cette clientèle.

Opérations avec les COS

ii) Après la clôture de l'exercice et suite à la décision de la Cour d'Appel, AZUREVA a effectivement encaissé d'un COS la somme de 122 K€ correspondant au remboursement de la revalorisation des parts initialement versée.

Suivi de procédures contentieuses

iii) Après la clôture de l'exercice, l'URSSAF a remboursé AZUREVA un montant de **235 mille euros**, représentant le résultat attendu d'un contentieux portant sur la réduction Fillon des années 2015 et 2016.

iv) Dans le cadre de la procédure contentieuse avec l'Administration visant à encaisser la créance relative à la CET 2023, AZUREVA a reçu après l'arrêté des comptes la confirmation de l'Administration du versement effectif de **255 mille euros**. Les sommes n'ont pas été encore encaissées.

VIII. NOTES DETAILLANT LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

34. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Depuis le 1er janvier 2015, le **dispositif CPF « compte personnel de la formation »** a été instauré pour les droits à la formation des salariés. Chaque salarié dispose d'un compte "personnel", dont lui seul gère et connaît le solde des heures disponibles.

35. GARANTIE FINANCIERE

AZUREVA, déjà bénéficiaire d'une garantie financière accordée par l'UNAT pour l'année 2024, a obtenu de l'UNAT le renouvellement de sa **garantie financière** en application des articles L 211-18 et R 211-26 et suivants du Code du Tourisme, modifiés par le décret 2015-1111 du 2 septembre 2015 pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

36. LES CREDITS-BAUX MOBILIERS ET IMMOBILIERS

Etablissement	Objet	Année	Durée (an)	Prix de revient	Loyers payés Ex.	Loyers restants dûs			Valeur résid.	Total des engag.
						à - 1 an	à - 5 ans	à + 5 ans		
Fréjus	Cablage réseau	2 019	5	9 251	596					0
Siège	Baie stockage	2 019	5	54 599						0
Siège	Serveurs	2 021	4	68 619	17 834	10 403			1	10 404
Crédit-bail mobilier				132 469	18 431	10 403	0	0	1	10 404

Tous les contrats de crédit-baux mobiliers initiés en 2019 sont arrivés à terme pendant l'exercice. Les options de rachat ont été levées.

37. LES INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Les **engagements en matière de retraite** ont été évalués en tenant compte de l'indemnité légale et des indemnités conventionnelles (Convention du Tourisme Social et Familial) définies en mois de salaire en fonction de la date de naissance, de l'ancienneté et du salaire annuel de chaque salarié.

Les hypothèses retenues pour cette évaluation ont été les suivantes :

- Méthodes retenues :

CDI	méthode des unités de crédits projetés (PBO)
CDD	méthode rétrospective avec salaire en fin de carrière (RSFC)

- Taux annuel de revalorisation des salaires : 1,50 % (inflation comprise)

- Taux annuel d'actualisation : 3,30%

- Taux de charges sociales :

Employés	30,50%
Agents de maîtrise	40,40%
Cadres	46,70%

- Taux de contribution employeur : 50%

- Probabilité des demandes : 100%

- Ages de départ en retraite : entre 60 et 67 ans selon la date de naissance

- Modalités de départ en retraite : départ volontaire

- Taux de mobilité (âge / pourcentage annuel de départ : démission, licenciement) :

Tranches d'âge	pour les CDI	pour les CDD
De 16 ans à 34 ans	42,90%	66,03%
De 35 ans à 44 ans	20,23%	34,80%
De 45 ans à 54 ans	21,24%	26,50%
De 55 ans et plus	15,70%	24,38%

L'intégralité des **engagements en matière de retraite** sont estimés à 272.749 euros charges comprises. **Une fraction de cet engagement**, correspondant aux salariés âgés de plus de 55 ans, est comptabilisée dans les comptes annuels.

		Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Indemnités des CDI		211 514	183 404
Employés	18 319		28 764
Agents de maîtrise	83 415		74 663
Cadres	109 781		79 978
Indemnités des CDD		118 153	89 345
Employés	118 074		89 251
Agents de maîtrise	79		94
Cadres	0		0
Engagement actualisé : indemnités de départ en retraite		329 667	272 749

38. DETAIL DES DETTES BANCAIRES ET DES HYPOTHEQUES DONNEES

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2024	Capital restant dû au 30 nov. 2023
Fréjus	2 009	BFCC	2 500 000	16	3,66%	2 500 000	187 449	404 980
Kerjouanno	2 011	BFCC	2 000 000	16	3,60%	0	0	176 913
Anglet	2 011	SG	2 000 000	16	3,10%	0	0	190 177
Kerjouanno	2 012	BFCC	2 000 000	16	3,95%	2 000 000	126 889	337 735
Métabief	2 012	SG	2 000 000	13	3,85%	0	0	220 876
Oléron (camping)	2 016	CERA	750 000	16	2,30%	50 000	441 902	491 645
Oléron (camping)	2 017	CERA	300 000	16	2,30%	300 000	188 423	208 055
La Clusaz, Les Aravis	2 017	LBP	3 000 000	13	1,40%	3 000 000	1 512 225	1 783 418
La Clusaz, Les Confins	2 017	CERA	3 000 000	13	1,45%	3 000 000	1 788 530	2 059 960
La Clusaz, Les Confins	2 018	CERA	2 500 000	13	1,46%	2 500 000	1 636 948	1 841 983
Lacanau	2 018	SG	2 500 000	13	1,70%	2 500 000	1 608 605	1 815 338
Fouras	2 019	LBP	330 459	12	0,85%	3 000 000	2 156 369	2 399 972
Cap d'Agde	2 022	CERA	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	2 395 747	2 404 740
Cap d'Agde	2 022	LBP	2 500 000	16,5	2,47%	2 500 000	2 384 044	2 500 000
Dettes bancaires et sûretés associées			27 880 459			23 850 000	14 427 131	16 835 793

Trois emprunts ont été **intégralement remboursés** au cours de l'exercice. Une **dernière souscription** a été mobilisée pour l'un d'entre eux.

Etab. bancaires		au 30 nov. 2024	au 30 nov. 2023
LBP	Banque Postale	6 052 638	6 683 390
BFCC	Crédit Coopératif	314 337	919 627
CERA	Caisse d'Epargne	6 451 551	7 006 384
SG	Société Générale	1 608 605	2 226 391
Capital restant dû ... {A}		14 427 131	16 835 793

Sites	Année	Etab. banc.	Capital emprunté	Durée (an)	Taux %	Sûretés réelles -- hypothèques	Capital restant dû au 30 nov. 2024	Capital restant dû au 30 nov. 2023
PGE 1	2 020	LBP	1 750 000	6	0,52%	0	770 105	1 207 029
PGE 1	2 020	BFCC	1 750 000	6	0,73%	0	775 774	1 214 645
PGE 1	2 020	CERA	1 750 000	6	0,73%	0	739 057	1 178 195
PGE 1	2 020	SG	1 750 000	6	0,30%	0	768 209	1 205 378
Prêts Garantis par l'Etat			7 000 000			0	3 053 144	4 805 248
Plan de relance	2 022	CDC	8 000 000	15,0		0	8 000 000	8 000 000
Dette subordonnée			8 000 000			0	8 000 000	8 000 000

Etab. bancaires		au 30 nov. 2024	au 30 nov. 2023
LBP	Banque Postale	770 105	1 207 029
BFCC	Crédit Coopératif	775 774	1 214 645
CERA	Caisse d'Epargne	739 057	1 178 195
SG	Société Générale	768 209	1 205 378
PGE - Capital restant dû ... {B}		3 053 144	4 805 248
CDC	Caisse des Dépôts	8 000 000	8 000 000
Dette subordonnée - Capital restant dû ... {C}		8 000 000	8 000 000
Capital restant dû ... {A + B + C}		25 480 276	29 641 041

39. ENGAGEMENTS HORS BILAN - SIEGE ET VILLAGES

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
Sûretés réelles (hypothèques)	29 850 000	23 850 000
Intérêts sur emprunts restant à courir	3 500 244	2 961 364
Loyers immobiliers des filiales sur la durée restante des baux	14 253 208	12 704 987
Autres loyers immobiliers sur la durée restante des baux	10 024	0
Redevances de crédit-bail mobilier restant à courir	29 491	10 404
Engagements donnés	47 642 967	39 526 756

- Les **engagements en matière de loyers immobiliers** concernent très largement la période ferme des baux commerciaux signés par AZUREVA avec ses deux filiales SAS RCM FONCIER et SAS FONCIERE COTE LAC couvrant respectivement les occupations de la résidence de Roquebrune Cap-Martin et de l'Hôtel du Parc à Hossegor.

	Au 30 nov. 2023	Au 30 nov. 2024
- (néant) -	0	0
Engagements reçus	0	0

--- *** --- *** --- *** --- *** ---